

Extrait du livre « Cambodge du Silence » de Pierre Max et Sam Prasith 1977

Le 24 Juin 1977 à Paris, un certain nombre de responsables cambodgiens se réunissent en présence d'un délégué du général Chanta Raingsey et décident de créer un Comité de liaison entre toutes les organisations authentiques de la Résistance Khmère, base d'un « Front Uni de Libération du Cambodge » qui doit être annoncé en temps voulu. L'union sacrée de tous les Résistants est proclamée, et l'on prépare une direction collégiale dont fait partie, entre autres, le prestigieux combattant de la Résistance intérieure, Chanta Raingsey, l'homme qui, avec ses « Tigres Verts », a fait sauter la raffinerie de Sihanoukville en septembre 1976 et intercepte les convois des Khmers rouges sur la Route Nationale N 4 qui va du port de Sihanoukville à la capitale Phnom Penh¹. Surtout, la Résistance Khmère a maintenant un programme politique, économique et social ; fondé sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, c'est-à-dire sur un texte signé par toutes les nations civilisées membres de l'ONU : il oppose ainsi la Démocratie et la Justice au totalitarisme des Khmers rouges et ne peut donc être critiqué que par des émules de Hitler ou de Staline puisqu'il assurera lui-même la défense des droits de l'homme, la liberté et la justice sociale dans le futur Cambodge libéré.

Le texte de Mgr Rodhain dans « Messages du Secours Catholique » de septembre 1975 est un appel indigné, une merveilleuse interpellation lancée au travers du silence

« Je viens de rencontrer des témoins qui à Phnom Penh ne furent pas enfermés à l'Ambassade - de France : ils ont vu les hôpitaux vidés en un instant, y compris des grands malades jetés à la rue. Ils ont accompagné les interminables colonnes de réfugiés dans un exode d'une brutalité incroyable. Car la population de cette capitale a été totalement expulsée en 24 heures. Dans vingt ans on citera ce fait comme une preuve de la barbarie de 1975. Mais l'ONU n'a pas soufflé mot. Et nos habituels signataires des appels n'ont signé aucune protestation. Silence... »

« Nuit et Brouillard » - « Nacht und Nebel » des nazis - est un terme qui convient parfaitement à la situation du Cambodge. Bien sûr, certains le nient, comme d'autres ont nié les camps de concentration de Hitler, et d'autres encore les crimes de Staline. « Il n'y a pas de commune mesure entre les camps des nazis et les camps de travail des Khmers rouges » m'a-t-on objecté. Il faut répondre alors : « Certes, non, car les camps des nazis étaient limités et circonscrits, alors que le Cambodge entier est un camp de concentration, c'est un « Buchenwald » dont les limites sont les frontières du pays. Et c'est pourquoi ces frontières sont fermées. » Alors que l'Allemagne nazie, au dehors des sinistres camps, demeurait un pays normal, du moins pour les Allemands, qui y circulaient librement. Cela est si vrai qu'à côté de Buchenwald, dissimulé derrière ses barbelés, se trouvait la paisible cité de Weimar, où les habitants vquaient tranquillement à leurs occupations quotidiennes. Cela est si vrai, que même les témoins de marque n'ont rien vu, avant 1945, même un grand démocrate comme François Mitterrand, qui le raconte ainsi dans la Revue « France » : « puis nous arrivâmes à Weimar où nous restâmes quelques heures... Weimar, où Goethe saluait la grandeur de la Révolution Française... »². Oui, Weimar est évoquée comme la ville de Goethe, le grand écrivain allemand, et François Mitterrand, évidemment de bonne foi, ignorait le camp de concentration voisin de Buchenwald, où dans le même temps se trouvait un membre de ma famille arrêté par la Gestapo - police allemande - pour faits de Résistance.

Sam Prasith - pseudonyme - est un Cambodgien « politique » que j'ai connu vers 1966 au Cambodge. Fonctionnaire dans une administration, ayant joué un rôle politique, il sait de quoi il

¹ Le Front réunit pratiquement tous les Cambodgiens luttant contre les Khmers rouges, mis à part quelques profiteurs de l'ancien régime Lon Nol, qui se sont exclus d'eux-mêmes.

² « Pèlerinage en Thuringe », article de François MITTERRAND dans la Revue « France » dite « Revue de l'Etat Nouveau » - éditorial de Philippe PÉTAIN - numéro 5, décembre 1942 - François MITTERRAND avait été prisonnier de guerre en Allemagne.

parle : Plusieurs de ses anciens amis ou de ses anciens professeurs sont d'ailleurs maintenant les dirigeants de l'Angkar Lœu, organisation suprême des Khmers rouges³.

Sam Prasith est resté au Cambodge après la chute de Phnom Penh. Séparé de sa famille comme presque tous les Khmers le furent par la suite de la politique du nouveau régime, il ne dut son salut qu'à la collaboration sous un déguisement, puis à la fuite. Rentré en France, il veut retourner chercher sa famille et participer à la « Résistance ». Il rentre au Cambodge par la Thaïlande ; avec un commando de 24 volontaires, s'enfonça profondément dans l'intérieur du pays, dans des conditions extrêmement difficiles et périlleuses, y rencontre un envoyé du général Chanta Raingsey, le mystérieux « chef d'orchestre clandestin » de la véritable « Résistance » - celle qu'on ne voit pas⁴ - et il revient en France pour plaider la cause du « Cambodge martyr ».

(page14) Le général Kylak, par exemple, est désigné par ses soldats et fusillé avec sa femme et ses enfants. Je suis bouddhiste, et je ne comprends guère pourquoi des enfants, y compris ceux en bas âge, sont rendus responsables du choix politique de leurs parents. **Je pense qu'il s'agit d'un mode de pensée, marxiste, occidental, judéo-chrétien : dans la Bible, Jéhovah (ou Jaweh) est un Dieu terrible, de vengeance et de sang, et il est dit « tu seras maudit jusqu'à la dixième génération ». Or, (Karl) Marx est lui-même juif, et le marxisme est dans la ligne judéo-chrétienne pour la morale, même s'il se dit athée.**

(page18) Lorsque je l'ai vu à Touk Meas, il était très à l'aise avec son pistolet P.A. Colt 45 à la hanche. Il m'a révélé ceci : « Pour libérer Phnom Penh, l'Angkar a fait placer tous les commandants militaires des régions sous le commandement unique de Son Sen ». Et en voici le détail :

- 1) **La région spéciale** (Phnom Penh et province de Kandal - celle qui entoure la capitale) dite « Phnom Pheak Pisés », commandée par le camarade **Hong**, de son vrai nom Prom Sangar, ex-professeur d'anglais, élève de Son Sen à l'institut National Pédagogique.
- 2) **La région Ouest** (Takeo – Kampot - Kompong Speu) dite « Phoum Pheak Pachem », commandée par le camarade **Bun**, ancien instituteur de Takeo.
- 3) **La région Est** (Kompong Cham - Prey Veng - Svay Rieng) dite « Phoum Pheak Bopea », commandée par le camarade Tiv Oc, ancien professeur de littérature khmère (licencié ès lettres khmères), ancien élève de Son Sen.
- 4) **La région Nord** (Kompong Thom et une partie de Kompong Cham) dite « Phoum Pheak Oddar », commandée par le camarade **Dara**. [Fin p 19]
- 5) **La région Sud** (Kompong Chhnang et Pursat), commandée par le camarade **Hay**.

Le Comité du Sangkat est composé de la façon suivante :

- Le président du Comité chargé des affaires des armées (Prathean Yothea).
- Le président du Comité chargé de la culture, des arts et de l'action idéologique.
- Le président du Comité chargé des affaires de polices et de la sûreté (Prathean Chbap).
- Le président du Comité chargé de la coopérative (Prathean Sethaketh).
- Le président chargé de la santé (Prathean Pet).
- Etc...

³ Khmers rouges ou Khmers communistes. Les Khmers « rumdas » sont les Khmers sihanoukistes du Front de Libération ; ils étaient alliés jusqu'en avril 1975, puis les premiers ont éliminé peu à peu les seconds.

⁴ et non pas celle que l'on prétend nous montrer en « scoop mondial », celle-ci se situant à 8 km de la frontière thaïlandaise avec des « maquisards » dont certains vont festoyer à Bangkok.

Ainsi, le **R.P. Ponchaud**, qui a déjà essayé de discréditer dans la Presse le « Gouvernement de Libération » de K. Souvatthana - sans doute un peu puéril et prématuré, mais premier essai de regroupement des Résistants à l'étranger - m'écrit pour m'attaquer en tant que Résistant, à la suite de mon interview dans « l'Express »⁵, alors que je ne lui ai rien fait. Il a peut-être la nostalgie de ses chers « révolutionnaire » puisqu'il écrit dans son livre, page 200⁶, cette énormité : « ... **le 29 mars 1970... les paysans (khmers) pleurent de joie et accueillent les Vietnamiennes (communistes) en libérateurs** ». **Falsification historique en même temps que méconnaissance profonde de la psychologie khmère : jamais un Cambodgien n'a accueilli « avec joie » et « en libérateur » un Vietnamien, militaire par surcroît, qu'il soit d'ailleurs du régime de Thieu ou de l'armée Vietcong. Il n'est que de remarquer, aujourd'hui, la petite guerre à la frontière khméro vietnamienne entre les Khmers rouges et les Vietnamiens, pourtant tous communistes, pour ce convaincre que la haine ancestrale entre les deux peuples est plus forte que les idéologies. (faux)**

LE « GRAND FRERE » VIETNAMIEEN

L'on se demande pourquoi, après la victoire des Khmers rouges, la pénurie de tous les produits alimentaires s'est faite immédiatement sentir. La cause en est que l'Angkar Lœu a d'énormes **dettes à rembourser** dans les délais impartis, d'abord au bienfaiteur frère du Vietnam qui, aux premières heures de la guerre de 1970, a donné l'ordre aux troupes sud-vietnamiennes déjà installées sur le territoire cambodgien⁷ avec les effectifs de trois divisions, d'occuper complètement les provinces du Nord et du Nord-Est - Steung-Treng, Kratie, Mondulkiri, Rattanakiri, Svay Rieng - pour en faire des bases d'entraînement et de logistique, avec des prolongements dans d'autres régions, Prey Veng, Takeo, Kompong Thom, Kompong Cham. De 1970 à 1973 ce sont les troupes régulières nord-vietnamiennes qui ont l'initiative des opérations dans toutes ces régions.

La khmérisation de la guerre ne commence qu'à partir de 1974, les cadres devenant peu à peu khmers, ceux-ci utilisant cependant les Vietnamiens pour la technicité, la transmissions, le maniement des armes lourdes et pour l'organisation de commandos.

La « grande escroquerie du siècle » a consisté à faire croire à l'étranger à la « Révolution » khmère rouge, à l'authenticité de la « Résistance » khmère rouge, à l'indépendance des Khmers rouges. Sihanouk avait raison en disant qu'ils étaient « à la solde de l'étranger ». Ils n'étaient qu'une poignée en 1970, exactement quatre mille sur sept millions d'habitants pour un territoire de 181 023 km² (le tiers de la France). Contrairement à ce qu'on a prétendu, ils n'avaient pas d'impact sur la population. Ils avaient très peu d'audience paysanne, la preuve en est qu'ils restaient dans la forêt, faisant des razzias sur des villages, qu'ils brûlaient après avoir emmené avec eux, par la force, les habitants : tout le contraire de la révolution vietnamienne, implantée dans les villages mêmes, dans la couche paysanne, pas partout cependant. Ce n'est pas là une marque d'implantation. Il a fallu la maladresse de Sihanouk lors de l'affaire de Samlaut - jacquerie dans la région de Battambang, réprimée dans le sang en 1967, pour rejeter les paysans de cette région vers les maquis khmers rouges, mais il ne s'agissait là que d'un épisode local.

Les Khmers rouges n'avaient aucune audience dans les villes, en dehors de certains milieux d'étudiants et d'enseignants, la plupart des chefs khmers rouges viennent de ces milieux et non

⁵ voir au dos de la couverture de ce livre.

⁶ « Cambodge, Année Zéro », chez Julliard. Le R.P. Ponchaud favorise les Vietnamiens au détriment des Khmers parce que les ouailles des Missionnaires étaient presque toutes... vietnamiennes.

⁷ dans ce que l'on a appelé les « sanctuaires » autorisés par Sihanouk - Provinces de Rattanakiri et Mondulkiri en particulier, le long de la frontière khméro vietnamienne.

de la masse paysanne, ce sont des intellectuels coupés de cette masse, ce qui explique en partie leur aveuglement de théoriciens poussant la doctrine jusqu'à l'absurde. Le manque d'audience urbaine explique l'absence presque totale d'attentats en ville et l'échec de toutes les opérations [Fin p 32] de commandos sur Phnom Penh, la seule opération réussie, celle du 6 octobre 1972 faisant sauter le pont de Chroy Changwar, est le fait d'un commando purement vietnamien, d'ailleurs presque totalement exterminé au bout de quatre heures par l'armée de Lon Nol.

En réalité, cette poignée de quatre mille hommes, dont la moitié formée à Hanoi, n'aurait jamais pu sortir de la forêt, donc s'implanter, s'accroître et gagner la guerre, sans l'appui massif des Vietnamiens communistes, ceux-ci déjà rompus à la guérilla, et, il faut bien le dire, sans la stupidité de la politique américaine qui a repoussé Sihanouk vers Pékin et les Khmers rouges, fait intervenir l'armée sud-vietnamienne de Thieu au Cambodge, et maintenu un Maréchal hémiplégique Lon Nol à la tête d'un pays en guerre. Tous ces facteurs réunis et eux seuls ont permis la victoire des Khmers rouges, et d'abord cet appui massif des Nord-Vietnamiens. On mesure donc quelle dette ils ont dû, ils doivent rembourser.

Quelques semaines après la victoire des Khmers rouges sur Phnom Penh, le premier visiteur de marque que le nouveau régime eut l'honneur de recevoir fut Le Duan, Secrétaire Général du Parti des Travailleurs du Nord Vietnam - Lao Dong. Cette visite a revêtu une importance particulière ; d'abord la mise en œuvre de l'équipe dirigeante, puis le retour des 600 000 vietnamiens à la mère patrie et l'occupation pacifique des îles côtières contestées comme Poulo Wai, enfin la fixation des produits à envoyer au Vietnam en compensation des efforts de guerre fournis par le « peuple frère ». Ces produits sont le riz, par milliers de tonnes, le maïs, les noix de coco, le soja, le Kapok, le caoutchouc, les bœufs, par milliers de têtes, les animaux de basse cour, les porcs, le poisson, etc.

Le peuple khmer va s'épuiser ainsi à travailler « pour le Roi de Prusse », comme disent les Occidentaux, pour le plus grand profit des Vietnamiens. Le fameux « patriotisme » des Khmers rouges n'est qu'une escroquerie de plus, d'autant que les Vietnamiens ne rêvent que d'appliquer les directives du testament de Ho Chi Minh, c'est-à-dire de s'emparer de toute la péninsule indochinoise, Cambodge compris : ce qui sera bientôt aisé, les Khmers rouges affaiblissant notre malheureux pays par des saignées irréparables et le rendant pratiquement incapable de s'opposer, dans un avenir rapproché, dix ans environ, à la pénétration vietnamienne. Et ce ne sont pas les Thaïlandais qui nous aideront, eux qui veulent aussi une part du gâteau.

Sihanouk, Lon Nol, les Khmers rouges, de même que les Français et les Américains, auront tous contribué à effacer de la carte un petit pays qui ne demandait qu'à vivre en paix, un des rares peuples au monde qui depuis plus d'un siècle n'a jamais menacé personne, n'a [Fin p 33] jamais essayé de dépasser ses frontières, tout en accueillant avec hospitalité tous les étrangers, y compris ses voisins.

Si Khieu Samphan, que j'ai bien connu aussi, était le type même du révolutionnaire « vertueux » - il ne s'est pas marié et n'a jamais touché une fille « pour se consacrer entièrement à la Révolution » - Son Sen, lui, sans aller jusqu'à cette obsession, était un homme austère, sec, outrancier, dur et toujours tendu. Ces genres d'hommes sont très dangereux et relèvent de la psychanalyse. Il leur manque sans doute une hormone. Ce sont des cas pathologiques. Les visionnaires peuvent être des saints, des génies, des bienfaiteurs de l'humanité, quand ils sont normaux et équilibrés: dans le cas contraire, ils deviennent des tortionnaires sadiques persuadés de détenir seuls la Vérité, et cette épouvantable Vérité, c'est qu'il faut faire le bonheur de l'humanité en la purifiant de ses souillures dans un bain de sang.

La déportation de la population des villes est ainsi l'idée fixe de Son Sen, Son Sen qui est d'ailleurs « l'homme clé » du régime actuel ; depuis toujours il est considéré comme le grand responsable de la [Fin p 35] stratégie.

Mais Son Sen est loin d'être aussi « pur » que Khieu Samphan en ce sens qu'au lieu de pratiquer l'égalitarisme révolutionnaire, il a favorisé sa famille - c'est le type parfait du népotisme, ce mal reproché au régime de Sihanouk. Son frère, Son Nhung, instituteur, puis sous préfet du srok Touk Meas, rejoignit le maquis après le 18 mars 1970 et devint le responsable de la région N 13 ; il est actuellement 2^e vice président du Présidium de l'Etat du « Kampuchéa Démocratique ».

Sont liées les familles de Son Sen, de Ieng Sary, de Thioun Mum, de Thioun Prasith, du docteur Thioun Thieun - ministre de la santé - de Pok Doeuk Komar - alias Vorn Veth, 3^e Vice-premier chargé de l'Economie : elles gouvernent sans partage le Cambodge exactement comme l'ancienne famille royale au temps de Sihanouk. Khieu Samphan lui-même semble n'être qu'un instrument entre leurs mains.

Le père de Thioun Mum est le fils d'un Vietnamien de la région de Kompong Chhnang, adopté par la famille cambodgienne de Douk Rasy - celui-ci actuellement en exil en France ; il fut autrefois ministre du Palais au temps du roi Sisowath et régna presque à la place du roi quand celui-ci fut atteint de cette maladie mentale « l'épilepsie » que nous appelons « Chhkuot Chrouk »⁸. Tous les Khmers rouges ne sont pas fils de prolétaires - à commencer par les dirigeants... [Fin p 36]

CHAPITRE V

LA RESISTANCE

Le 18 Juin 1976, moi, SAM PRASITH, j'arrive à Bangkok, bien décidé à gagner le maquis pour organiser dans le secteur nord du pays, dans la charrie de montagnes des Dangkrek, la Résistance à l'oppression des Khmers rouges. J'ai l'intention de rassembler les réfugiés et les jeunes gens.

Je vais m'installer à Sarin (Thaïlande) où je rassemble 24 hommes, 3 fusils, 600 cartouches et 20 grenades. Nous franchissons la frontière et pénétrons en territoire cambodgien. C'est la période de l'organisation.

Deux mois après, nous arrivons à nous procurer 20 fusils, des boussoles, et des cartes d'Etat Major. Nous constituons un stock de nourriture : riz, soja, poisson séché, et de médicaments (peu nombreux) : quinine, antibiotiques, sérums. Notre front sera connu sous le nom de SEREIKANORD (Front Libre du Nord) et aura pour emblème le drapeau royal, pour signifier le désir de conserver nos traditions (mais non la monarchie).

La première opération a pour objectif Kompong Thom. Cette opération est lancée à 100 km à l'intérieur du pays avec 36 hommes pour une durée de 17 jours. Déguisés en Khmers Rouges, et guidés par des Khmers Rouges ralliés, nous marchons pendant 10 jours dans la forêt.

La deuxième opération

⁸ genre de folie se traduisant par des « absence ».

Nous préparons très soigneusement notre deuxième expédition pour éviter les bavures. Nous recueillons tous les renseignements utiles auprès des réfugiés récemment arrivés. Nous cherchons à repérer à l'avance les implantations des Khmers Rouges : greniers de stockage, lieux de réunions, etc. Nous pouvons déduire de toutes ces informations des indications sur leur programme de travaux.

Notre objectif est le Phnom Srok dans la région de Battambang. C'est le district où les habitants ont été déportés puis dispersés dans les villages. La distance de notre camp à ce lieu est de 76 km. Nous projetons un aller et retour de 12 jours. Le chemin à suivre est plus dangereux que le premier parcours en forêt car les villages sont nombreux dans cette région de plaine.

Le 2 Novembre 1976 à 6 heures du matin nous suivons la frontière thaïlandaise, puis nous empruntons la ligne séparant la province de Tmar Pouk de celle de Oddar Mean Chey. En effet, la province de [Fin p 50] Tmar Puok est réservée par priorité aux troupes des « Thaïs rouges »⁹ comme centre d'entraînement et de repos. 3 000 à 5 000 Thaïs rouges y vivent tranquillement. Le régime de Phnom Penh consent à leur livrer du riz et de la viande. Le Laos leur fournit des cadres et le Vietnam, du matériel de guerre.

La troisième opération

Objectif : Chrouy Neang Nguon - Srok Varin, Siem Reap

En face de notre camp de retranchement secret, les Khmers rouges ont échelonné leurs troupes avec des effectifs renforcés. Trois régiments sont ainsi repérés le régiment N 115 - Kang Viriak - à Samrong, avec 300 hommes, le régiment N 915 à Kouk Mon et le régiment N 965 à Chong Kal. Ils sont chargés de la défense de la ligne Preah Vihear - O Smach. - Phnom Penh et sont déguisés souvent en militaires - paysans stationnés dans divers villages frontaliers tels que Kbal Sâr, Kdol, Thnot, Kon Kriel. Ils viennent presque tous du srok Chikreng - Kompong Thom - et sont réputés pour leur loyauté absolue à la cause communiste depuis 1967. Armés jusqu'aux dents, ces militaires ont reçu l'ordre d'abattre tous les individus surpris dans cette zone. Ils disposent d'armes lourdes : mortiers de 81 mm, canons de 75 mm sans recul installés à Phaong à 20 km de la frontière.

Le 17 décembre 1976, au soir, notre colonne descend lentement vers Prey Pdau, village situé à 15 km seulement de la frontière. A ceux jours de marche, nos voltigeurs tombent à 50 en face de trois militaires khmers rouges qui sont en sentinelle. Nous sommes toujours prêts à de telles éventualités. Nous nous abstenons de tirer des coups de feu. C'est seulement en repartant, mission accomplie, que nous essayons de gagner quelques armes. En pénétrant à l'intérieur du pays, c'est la prudence qui est de règle. Nous patientons donc trois jours durant et dès que les Khmers rouges s'éloignent de nous, nous reprenons la route avec [Fin p 57] sérénité.

Quelques questions

Comment faisons-nous pour nourrir nos hommes ?

Ils sont en tout plus de 500 à l'heure actuelle: anciens militaires, anciens instituteurs, anciens élèves, paysans pauvres, et anciens khmers rouges - ralliés. Volontaires, soumis à notre discipline de guérilla, ils attendent patiemment la possibilité de s'approvisionner en armes et en munitions pour pouvoir participer en bloc à la Résistance et à la Libération du pays. Les cadres sont choisis parmi les baroudeurs farouches de la forêt. Cette forêt, refuge des Khmers, depuis des siècles,

⁹ Guérilléros thaïlandais communistes.

refuge pour les Khmers rouges au temps de Sihanouk puis de Lon Nol, maintenant refuge des Libérateurs.

Pour résoudre le problème du ravitaillement en vivres, nous vendons du charbon de bois et pour subsister nous fabriquons des pièges pour attraper la faune sauvage: singes, serpents, écureuils, renards, rats, lézards, etc.

Nous recevons parfois de l'aide provenant de nos frères de sang de France, des Etats-Unis et du Canada. Cette aide précieuse nous permet d'acheter les médicaments indispensables. Le paludisme est le fléau de notre région: nous avons besoin de quinine - paludrine, nivaquine, flavaquine. Le second fléau est la dysenterie, parfois amibienne: il faut du ganidan. Nous souffrons aussi - de par la nourriture peu sélectionnée - on mange ce qu'on peut trouver - de troubles digestifs : il faut du bismuth.

Aujourd'hui, le Cambodge se trouve confronté à trois problèmes :

D'abord, le problème des troupes nord-vietnamiennes qui ont combattu au Cambodge pendant les cinq années de guerre. Fidèle à leur politique d'infiltration « pacifique », les Vietnamiens ont gardé les riches provinces du Nord, celles de Rattanakiri, Mondulakiri et des plateaux du haut Chlong - zone clairsemée mais riche en forêts et en matières premières. Par ailleurs, les provinces frontalières de Svay Rieng et de Prey Veng connues sous l'appellation de « bec de canard » sont contrôlées par quatre divisions de troupes nord-vietnamiennes. Selon les informations provenant de Ho Chi Minh Ville - anciennement Saigon - les troupes doivent se convertir en paysans et occuper définitivement cette zone. [Fin p 65]

Plus au Sud, les îles côtières et les eaux maritimes font l'objet d'une occupation de fait par la flotte vietnamienne. Les îles du groupe de Poulo-Way et Poulo-Jai - zone présumée riche en pétrole - sont investies par les Vietnamiens en vertu de l'élargissement des eaux territoriales à 100 miles.

Sur la frontière thaïlondo-khmère, les attaques sont devenues quotidiennes avec des morts de part et d'autre.

CHAPITRE VI

NORODOM CHANTA RAINGSEY 1976

C'est en décembre 1976, près de Phnom Srok, que moi, Sam Prasith, j'ai rencontré un envoyé du général Norodom Chanta Raingsey, le chef incontesté, mais invisible, de la vraie Résistance khmère. L'homme me dit s'appeler Soth Chamrœun, de son nom de maquis. Je ne le connaissais pas, et il ne m'apportait aucune preuve de sa « mission » qui consistait à explorer le terrain, à dénombrer les maquis, les partisans, en vue d'un regroupement. Mais je connaissais assez Chanta Raingsey pour pouvoir démasquer toute personne commettant la moindre erreur sur les habitudes du général. Il est bien évident qu'au Cambodge actuel, il n'y a pas un maquis unifié, mais de nombreux points de résistance, dispersés et sans coordination. S'il est peu probable que Son Ngoc Thanh tient un maquis dans la région de Kampot en liaison avec les Vietnamiens anti-communistes de la pointe de Camau, il paraît sûr que Chanta Raingsey tient la région inexpugnable de Kirirom, dans le massif des Cardamomes. Les Khmers rouges éprouvent d'énormes difficultés à acheminer le ravitaillement depuis le port de Sihanoukville jusqu'à Phnom Penh, la route étant presque toujours coupée à la hauteur du col de Pich Nil, près de Kirirom. Les convois sont attaqués, arrêtés, parfois capturés. Souvent les Khmers rouges amènent des blindés pour les dégager. Si ce n'est Chanta Raingsey c'est son principal lieutenant qui dirige les

opérations, mais pourquoi Chanta Raingsey serait-il mort ? Les Khmers rouges s'en seraient assurément vantés.

CHAPITRE VII

NORODOM CHANTA RAINGSEY 1973

UNE EXPERIENCE SOCIO-AGRICOLE

Moi, Pierre MAX, j'ai connu le général Chanta Raingsey¹⁰ de 1971 à 1973. Il est l'un des personnages les plus attachants de l'Histoire du Cambodge, l'une des trois têtes qui émergent de la grisaille de son histoire contemporaine : Sihanouk, Khieu Samphan, Chanta Raingsey. François Debré dans son excellent livre « Cambodge, la Révolution de la Forêt »¹¹ le malmène quelque peu, pour son passé aventureux. L'interview que m'avait accordée Chanta Raingsey et que l'on pourra lire un peu plus loin présente ainsi sa défense en réponse. Mais il faut d'abord apprécier le jugement d'un journaliste de gauche, qui ne passe pas pour favorable à la République khmère et qui a plutôt soutenu les révolutionnaires khmers rouges : Jacques Decornoy écrit en effet dans « Le Monde » du 12 à 13 mars 1972 : « ... *Un homme qui sait ce qu'il veut et préfère se battre au sol plutôt que de faire appel à une aviation aveugle qui tue les paysans... autour du chef, de jeunes lieutenants apparemment idéalistes et que la corruption de Phnom Penh dégoûte visiblement... S'il y avait au Cambodge une trentaine de Chanta Raingsey, le F. U.N.K. pourrait être inquiet: ses efforts seraient sérieusement entravés à court terme... Norodom Chanta Raingsey a saisi une chance historique...* ».

Interview de Pierre Max à Chanta Raingsey

- Et Son Ngoc Thanh ?

- Tout d'abord, il faut rendre à César ce qu'on lui doit. En effet, à cette époque, M. Son Ngoc Thanh soutenait moralement le parti démocrate et certains de ses compagnons de lutte tels MM. Pach Chheun, Sim Var, etc. ont milité dans le rang démocrate. Mais au fond, plusieurs partisans de M. Son Ngoc Thanh voulaient disputer la députation à d'autres partis politiques en lançant leur propre parti, le Prachea Chalana (mouvement populaire). En dernière minute, un compromis avait été accepté par ces partisans Je M. Son Ngoc Thanh d'une part et par les dirigeants démocrates d'autre part. Par la suite, on a vu quelques lieutenants de M. Son Ngoc Thanh participer au comité directeur du parti démocrate, et en même temps les candidats de ces 2 tendances thanhiste et démocrate ont eu leur part légale dans la répartition des circonscriptions électorales.

A ce moment là je luttais toujours avec mes compagnons dans le

Notre mouvement n'avait alors aucun rapport avec celui de M. Son Ngoc Thanh. Bien sûr nous avons une grande sympathie à l'égard de ce révolutionnaire que nous considérons toujours comme un aîné.

- Vos rapports avec le Vietminh ?

¹⁰ Il avait décidé d'enlever son nom royal de Norodom et d'écrire Chanta Rangsey en deux mots, pour devenir un vrai républicain.

¹¹ Edition Flammarion 1977.

- A un moment donné le Vietminh voulait faire de moi un Sopheanavong Khmer¹². J'ai eu des contacts avec ses dirigeants, mais l'alliance n'a pu être faite, notre tendance - le nationalisme avant tout - n'étant pas compatible avec le communisme. [Fin p 88]

- Et les événements de 1952 ?

- Exactement le 15 Juin 1952, Sihanouk a fomenté un coup d'Etat de palais pour renverser le Gouvernement démocrate et prendre le plein pouvoir. C'était contraire à la Constitution, tel n'était pas le cas en 1970 lors de sa déchéance prononcée à l'unanimité par les deux assemblées réunies en congrès.

[Fin p 88]

- Et les événements de 1952 ?

- Exactement le 15 Juin 1952, Sihanouk a fomenté un coup d'Etat de palais pour renverser le Gouvernement démocrate et prendre le plein pouvoir. C'était contraire à la Constitution, tel n'était pas le cas en 1970 lors de sa déchéance prononcée à l'unanimité par les deux assemblées réunies en congrès.

Il faut reconnaître que l'Assemblée Nationale d'alors était composée d'éléments valables. Toutes les couches sociales y étaient représentées mais Sihanouk prenait nos députés pour des enfants terribles et chercha à les intimider en faisant emprisonner 9 représentants démocrates aussitôt après la dissolution du Parlement.

Quant à la loi soi-disant « Croisade Royale pour l'Indépendance », c'était pour rire. Du fait, il a entrepris sa fameuse croisade en Janvier - Février 1953 pour rentrer bredouille en Mai à Phnom Penh et passer son temps en Juin à Battambang.

- Sihanouk a prétendu que vous étiez « payé par les Français » pour agir contre lui.

- Rien d'étonnant, si Sihanouk se plaignait de moi ; car nous nous sommes opposés radicalement sur le plan politique comme sur celui du régime. Mais quant à dire que j'aurais été payé par les Français contre lui, ce serait vraiment de la farce à faire dormir les gens debout. Le mouvement des Khmers Issarak luttait contre le colonialisme, comment voulez-vous que les Français m'aient payé ?

Sihanouk m'a mis sous tôle pendant plus de trois ans sans procès parce qu'il ne trouvait pas de chefs d'accusation valables. Il y en avait peut-être un qu'il n'osait pas dévoiler, c'était que je luttais contre sa dictature.

En Juin 1953, j'étais encore, dans le maquis.

L'acquisition de l'indépendance pour le pays c'est un plat qui se consomme lentement pour faciliter la digestion. Aussi je pense que l'indépendance obtenue en Novembre 1953, bien qu'elle soit imparfaite, était quand même un très bon point de départ. Mais ce résultat positif n'était pas l'oeuvre exclusive de Sihanouk comme celui-ci l'a prétendu pour faire valoir son titre de « père de l'indépendance ».

- Etiez-vous en rapport avec Dap Chhuon¹³ ?

¹² Le Prince Sopheanavong, devenu ensuite le Chef du Pathet Lao, mouvement de résistance laotien communiste.

¹³ Auteur tentative de coup de force contre Sihanouk.

En 1959, au sortir de la prison de Sihanouk, je me suis consacré au commerce pour ramasser quelque argent.

Notre mouvement de résistance n'a eu aucun rapport avec Dap Chhuon. Franchement je ne savais pas grande chose sur les affaires dites Dap Chhuon.

De toute ma vie, même dans le maquis, j'ai évité autant que possible de faire couler du sang. Toutefois, je pense que l'éclatement d'une bombe dans les appartements du Palais Royal en Avril 1959 était un avertissement significatif aux gens assoiffés du pouvoir absolu.

En 1962, j'étais toujours dans le commerce.

Je ne suis pas individualiste ; mais franchement je n'ai aucun rapport avec quelque groupe politique que ce soit.

- Que pensez-vous du Général de Gaulle ?

- Le Général de Gaulle reste toujours pour moi comme pour la plupart des Khmers, un grand soldat et un grand patriote.

- Qui a provoqué la répression de Samlaut¹⁴ ?

- Vous me demandez si c'est un gouvernement de droite ou un [Fin p 90] gouvernement de gauche qui a procédé à la répression de Samlaut et à celle contre les Khmers rouges en général. Eh bien ! C'est surtout la gauche, et beaucoup moins Lon Nol, qui préférerait la modération. En fait, le grand coupable est le chef, c'est-à-dire Sihanouk.

En Janvier 1968, le gouvernement Penn Nouth a procédé à une répression sauvage des Khmers rouges - ce même Penn Nouth qui est maintenant à Pékin, Premier Ministre du GRUNK de Sihanouk.

Hélas ! Il faut se demander si ces victimes ont bien été des éléments dits rouges ?

- Avez-vous pris part à la préparation de la destitution de Sihanouk ?

- Je ne vous cache pas que j'ai pris une part active à la préparation de la chute de Sihanouk qui devenait trop complaisant avec le Vietcong et qui, du même coup, déviait le pays de sa juste voie de neutralité.

J'ai été rappelé sous le drapeau par le Haut Commandement pour former une brigade aussitôt après les événements du 18 mars 1970.

Cependant, le Cambodge, par ailleurs ayant peu de ressources, fut assez négligé et souffrit assez peu du colonialisme, beaucoup moins en tous cas que son voisin vietnamien. On a dit avec raison que la France, en écrasant le Tonkin et en opprimant les Tonkinois, avait forgé elle-même les armes qui se sont retournées contre elles - c'est en 1930 que Ho Chi Minh fonde le Parti Communiste Indochinois, et dans les années 30, les répressions alternent avec les famines¹⁵. Il

¹⁴ Voir 108

¹⁵ Le « crime colonial », c'est d'avoir vendu le riz de Cochinchine à l'étranger au lieu de l'avoir envoyé au Tonkin les années de famine - 1 million de morts en certaines années, et sous-alimentation permanente ; il n'est pas étonnant que la révolution indochinoise soit née au Tonkin.

n'en est pas de même au Cambodge, mais l'Administration coloniale française s'appuie sur le mandarinat féodal qui accable le peuple d'impôts.

Il n'est donc pas étonnant que, sous l'influence des Vietnamiens, des Cambodgiens découvrent la démocratie. Ainsi, l'un des premiers, Son Ngoc Thanh, un Khmer Krom de Cochinchine, vient à Phnom Penh, commence à faire de la propagande et crée un journal en 1937 « Nagaravatta » - notre cité ; le principal foyer est l'Institut bouddhique, où les bonzes manifestent. Un professeur de l'Institut, Hem Hieu, est arrêté par la police française et envoyée au bagne de Poulo Condore, île au large de la Cochinchine, où les Français envoyaient les agitateurs vietnamiens, et symbole de la répression coloniale. Son Ngoc Thanh s'enfuit au Japon en 1943 où il fut reçu à l'École de la Grande Asie Orientale qui formait les « futurs dirigeants des pays libérés par la conquête japonaise ».

En 1941 se pose le problème de la succession au trône khmer - la monarchie étant élective - à l'échelon des grands féodaux... La famille royale était divisée en deux branches : les Norodom et les Sisowath. Les Norodom étaient jusqu'alors considérés comme les moins dociles - ainsi, le roi Norodom 1er avait résisté comme il avait pu aux pressions coloniales, soutenant même secrètement la révolte de 1884-1886. A sa mort en 1904, les Français s'arrangèrent donc pour faire accéder au trône la famille Sisowath. Mais le « dauphin » Sisowath, le Prince Monireth, avait des idées libérales et modernes. C'est lui qui aurait dû être élu, mais les Français imposèrent un jeune homme de 19 ans, jugé « influençable et noceur », le prince Norodom Sihanouk. Décidément l'Amiral Decoux, gouverneur général de l'Indochine, qui avait fait le choix « n'en ratait pas une ». C'est lui qui - dans un esprit louable, pour lutter contre les Japonais - avait donné au mouvement de Ho Chi Minh les premiers fonds qui allaient lui permettre de devenir le fer de lance de la Révolution Vietnamienne¹⁶. La droite française a toujours distribué les armes qui se sont retournées contre la France...

Le malheureux évincé, le Prince Monireth, dut également à la France sa fin tragique. Lors de 'a chute de Phnom Penh, il demanda [Fin p 104] asile à l'Ambassade de France, ce qui lui fut refusé: il ne put même pas y pénétrer. La France lui devait pourtant cette réparation. Rejeté vers la mort, le vieillard qu'il était devenu en 1975 dut méditer sur la Puissance dite « protectrice » qui l'avait auparavant écarté du trône. Et il ne faut pas avoir une grande imagination pour affirmer qu'il a dû être exécuté par les Khmers rouges.

Quant à Norodom Sihanouk, il prouva qu'il n'est pas l'instrument docile de l'administration coloniale française. Contrairement à tout ce qui a été dit, il n'a jamais été un ami de la France, sauf dans la courte période où de Gaulle a été président de la République¹⁷. Son premier grief, c'est d'avoir dû faire ses études au Lycée Chasseloup Lanbat de Saïgon - au Vietnam, suprême humiliation pour un roi khmer¹⁸ - comme si la France n'avait pas pu faire l'effort d'implanter à Phnom Penh un Lycée allant jusqu'au Baccalauréat: ce sont ces « petites choses » qui décident de l'adhésion ou de la haine du peuple colonisé, de même que la façon de lever les impôts ou de répartir les terres¹⁹. Sihanouk a attendu son heure, ou plutôt ses heures, la première se situant au moment du coup de force japonais le 9 mars 1945. La « Puissance » française s'écroule. Sihanouk assure alors la vacance du pouvoir, dénonce les traités signés avec la France, proclame l'indépendance, et choisit Son Ngoc Thanh comme Premier Ministre. Mais les Japonais capitulent et en octobre 1945 le général Leclerc « reconquiert l'Indochine ». Son Ngoc Thanh est arrêté et

¹⁶ c'est l'administrateur COUSSEAU qui fut chargé des contacts et de l'opération financière, il devait par la suite financer Bao Dai.

¹⁷ Voir page

¹⁸ « Les Vietnamiens sont nos ennemis héréditaires » - voir p. 114

¹⁹ c'est surtout au Viêt-Nam que les Français spolièrent le paysan, en encourageant, au besoin par la force armée, l'expropriation au profit des grands propriétaires fonciers et des sociétés coloniales.

exilé en France. Cet épisode n'est pas à l'honneur de Sihanouk. Le « père de l'indépendance » de 1953 a plutôt aidé la puissance coloniale en 1945, en appelant les troupes françaises, par jalousie envers Son Ngoc Thanh beaucoup plus populaire. Cependant Sihanouk essaie de tirer la couverture à lui, et obtient tout de même des Français, en 1946, l'octroi au Cambodge du statut « d'Etat autonome au sein de l'Union Française », ce qui ne signifiait pas grand chose dans la réalité mais posait un premier jalon sur la route de l'indépendance. La période qui suit, jusqu'au 8 novembre 1953, date de l'indépendance réelle arrachée par Sihanouk, voit la lutte de nombreux maquis, l'agitation estudiantine, et la « démocratisation » du régime royal devenu constitutionnel et parlementaire.

Les maquis sont formés d'une part de « Khmers Libres » - Nekhum Issarak Khmer ou Front de Libération Khmer - dirigés en particulier par le prince Norodom Chanta Raingsey, cousin de Sihanouk, d'autre part de « Khmers Vietminh », Khmers encadrés par des Vietnamiens – « Front Uni National du Cambodge Libre » - sous la direction fictive d'un personnage qui n'a peut-être jamais existé, Son Ngoc Minh, frère supposé de Son Ngoc Thanh. Une partie des Issarak se rallia après l'amnistie de 1947 décrétée par Sihanouk, tout en restant hostile à la présence française comme l'ensemble des maquis. [Fin p 105]

L'agitation estudiantine eut lieu surtout à Paris, parmi les étudiants khmers, travaillés par les étudiants vietnamiens, tous réunis à la Maison de l'Indochine de la Cité Universitaire. L'Association des Etudiants Khmers les regroupe presque tous. Et presque tous, sauf Van Molyvann qui restera avec Sihanouk jusqu'au 18 mars 1970 et Keng Vannsak qui, ennemi de Sihanouk se ralliera à Lon Nol, formeront par la suite les cadres khmers rouges : Thioun Mum, In Sokan, Di Phon, Son Sen, Hou Youn, Khieu Samphan, Hu Nim, Ok Sakun, Ieng Sary, Khieu Komar, Ros Chethor, Rat Samoeun, Saloth Sâr, Chau Seng - ce dernier ne sera pas à proprement parler un cadre khmer rouge mais plutôt un « compagnon de route ».

Une constitution avait été octroyée par le roi et il existait un parti démocrate, fondé par le prince Sisowath Youthévang, où l'on retrouvera des personnalités marquantes par la suite, telles que Sim Var ou In Tam. Ce parti était hostile au roi et poussait à l'indépendance. En 1951 il obtient la majorité au Parlement : 54 sièges - contre 18 au parti libéral – conservateur- du prince Norindeth, proche de Sihanouk, 4 au parti Issarak de Dap Chhuon²⁰, 2 au parti de la rénovation khmère de Lon Nol et Nhiek Tioulong²¹. Sihanouk est donc minoritaire, et se voit refuser les pouvoirs spéciaux. Il entreprend alors sa fameuse « croisade pour l'indépendance », avec une certaine habileté, puisqu'elle aboutira effectivement à la reconnaissance de cette indépendance par la France le 8 novembre 1953²², un an avant Dien Bien Phu et la Conférence de Genève et fera de lui le leader apparemment incontesté de son pays.

La Conférence de Genève de 1954, qui aboutit à un désastre pour le Vietnam et même pour le Laos, avec le partage et tous les ferments de l'incendie futur, est un triomphe pour la politique de Sihanouk, qui se voit reconnaître comme le seul maître du Cambodge : les Vietminh se retirent, les Issarak se rallient, les révolutionnaires khmers doivent se rallier ou disparaître. Le Cambodge est reconnu par le monde entier.

Les révolutionnaires khmers sont alors partagés en plusieurs tendances, qui se retrouveront après leur victoire de 1975 : les uns - Keo Meas, Sean An, Chi Kim An - fondent un Parti Communiste légal, le Pracheachon – « Parti du Peuple » - qui sera absorbé en 1975 par l'Angkar Lœu²³ les autres collaborent un moment avec Sihanouk dont ils seront les ministres - Chau Seng, le plus

²⁰ auteur d'un coup d'Etat manqué contre Sihanouk en 1960.

²¹ qui deviendront les deux chefs de l'armée cambodgienne de Sihanouk.

²² date qui deviendra celle de la fête nationale.

²³ l'organisation suprême des Khmers rouges, rappelons-le. Le Pracheachon devint clandestin à partir de 1962.

longtemps, Khieu Samphan, Hou Youn, Hu Nim ; les autres enfin, considèreront Sihanouk comme « l'ennemi de classe » à abattre - Ieng Sary, Saloth Sâr, Son Sen, qui, précisément dirigeront l'Angkar Lœu en 1975 et mettront « en veilleuse » les précédents [Fin p 106].

Après la Conférence de Genève, les guérilléros de toutes sortes - Khmers Vietminh, Khmers Issarak, etc. - se rallient à Sihanouk, ou demeurent dans un semi maquis, ou encore gagnent le Nord-vietnamiennes ; ces derniers ont été appelés « les Mille » - en réalité 2.500 - qui ont été pris en mains et endoctrinés par les Nord-vietnamiennes; ils seront par la suite envoyés au Cambodge pour former l'armature de l'armée khmère rouge; on dit que les Nord-vietnamiennes ont envoyé en même temps des agitateurs vietnamiens qu'ils ne désiraient pas conserver sur leur territoire, parce que c'étaient des éléments trop turbulents, asociaux, anarchistes, qui auraient troublé la stricte discipline de l'armée nord-vietnamienne. Les dirigeants de Hanoi auraient pu les « liquider », ils ont préféré, paraît-il, faire le calcul suivant: en envoyant ces trublions au Cambodge, ils perturberaient la Révolution Khmère, lui donneraient un caractère anarchique et brutal le jour ou ils cesseraient de la contrôler. Le Cambodge sombrerait peu à peu dans l'anarchie et la violence, les Khmers rouges se chargeant eux-mêmes de ruiner leur pays. Et un jour... le rêve de Ho Chi Minh serait réalisé: toute la péninsule indochinoise tomberait entre les mains des Vietnamiens. On pourra peut-être contester ce schéma mais tout se passe en fin de compte de cette façon. On conviendra que c'est troublant.

Un grand patriote, le père de l'indépendance, qui par son habileté politique a réussi à maintenir longtemps son pays en dehors de la guerre d'Indochine.

Un traître, qui a vendu son pays aux ennemis héréditaires, aux Vietnamiens, pour rester au pouvoir, pour de l'argent, qui leur livrait des armes²⁴ moyennant de substantielles commissions pour sa famille et ses courtisans.

Un grand homme d'Etat, ami du général de Gaulle, poursuivant la même ligne politique internationale de non-alignement, selon les principes gaulliens et ceux de la Conférence de Bandoeng.

Un fou, qui se désintéressait des affaires de l'Etat pour faire du cinéma, qui prenait pour du génie politique le fait de distribuer des coupons de tissu aux foules obligées de venir l'acclamer

Qui est Sihanouk ?

J'ai cherché à comprendre, et tout d'abord à le comprendre le 8 mars 1970, il m'avait convié dîner avec quelques amis français [Fin p 113] à sa Résidence, à Paris : Marcel Camus, le metteur en scène d'Orfeu Negro, et sa charmante femme brésilienne, Lourdes de Oliveira François Chalais, le brillant journaliste, et sa délicieuse femme vietnamienne. Et puis il y avait Monique : Neak Moneang Monique, la Princesse Monique, très belle, simple, aimable, l'épouse de Sihanouk, celle qui avait éclipsé toutes les autres, la seule qui comptait désormais.

J'étais arrivé le premier seul avec Sihanouk et Monique. Nous parlâmes longuement. Sihanouk approuvait mes projets, il me demanda de revenir au Cambodge et de l'aider dans sa tâche. Et pourtant...

Pour être dans la vérité historique, il convient d'ajouter que si Lon Nol avait toujours été, et presque jusqu'au 18 mars 1970, un fidèle de Sihanouk, sa femme était hostile au Prince et à sa famille. Il est vraisemblable que Madame Lon Nol a poussé à la roue, tout comme d'ailleurs la Princesse Monique a poussé Sihanouk dans les bras des communistes.

²⁴ par le port de Sihanoukville.

Monique était de mère vietnamienne - son père était italien ; sa mère avait organisé un circuit de trafic et de corruption. En particulier, le fameux trafic d'armes venant de Sihanoukville, à destination du Viêt-Cong, laissait un bénéfice annuel de 250 millions de riels aux organisateurs... Je ne sais pas si Monique en profitait, mais elle était au courant et laissait faire, car le but politico-militaire était d'armer les Vietcong et elle ne cachait pas sa sympathie pour les Révolutionnaires vietnamiens. On a dit que Sihanouk était le deuxième roi khmer ayant épousé une vietnamienne. Le premier, Chey Chettha II, par ce choix, avait introduit les Vietnamiens au Cambodge, et ceux-ci le grignotèrent peu à peu. Cette allusion signifiait donc que par sa passion pour les femmes, Sihanouk livrait son pays aux « ennemis héréditaires ».

Il est impossible historiquement parlant, de passer ce détail sous silence, car il explique une partie du drame.

Sihanouk, effectivement, adorait Monique. Sur le plan de la petite histoire, c'est l'exemple d'un amour admirable, mais pour la grande Histoire, quand un chef d'Etat se laisse influencer sentimentalement, il commet une erreur impardonnable. S'il n'y avait pas au moins deux millions de malheureux Cambodgiens disparus depuis 1970, morts à cause de toutes les fautes de tous les dirigeants, ce ne serait même pas la peine d'y faire allusion. Mais voilà : il y a ces morts, il y a ce peuple qui souffre.

CHAPITRE XIII

MAIS QU'EN DISENT LES KHMERS ROUGES ?

Il nous a paru intéressant de livrer à nos lecteurs le point de vue des Khmers rouges. D'abord, la formation du FUNK et du GRUNK, puis la politique « pékinoise » et celle du « maquis », puis le Communiqué de Presse du Congrès National Spécial des 25-27 avril 1975 de Khieu Samphan, la défense des Révolutionnaires par un Français, le Professeur Vincent Monteil, co-président de France Cambodge et membre d'honneur du FUNK depuis 1970, enfin un extrait d'un « Magazine illustré » daté de janvier 1977 et diffusé en France en langue khmère.

Les notes en bas des pages nous serviront de précisions ou de commentaires.

Le 18 mars 1970, les Russes apprennent à Sihanouk sa destitution et lui conseillent soit de rester à Moscou, soit de rentrer à Paris. Mais Sihanouk compte surtout sur l'appui de Pékin, où il est accueilli le 19 par son ami Chou En Lai qui l'assure d'un soutien total. Le 26 mars, les trois députés « disparus », Khieu Samphan, Hou Youn et Hu Nim signent une déclaration de « soutien sans réserve à Sihanouk ». Le 25 avril, à la Conférence de Canton patronnée par Chou En Lai, Sihanouk, Pham Van Dong - R.D.V.N. - Nguyen Huu Tho - Vietcong - Souphanouvong – Pathet Lao - unissent leurs forces en un Front uni des peuples indochinois. Le 1^{er} mai, Mao Tsé-tung assure Sihanouk de son soutien officiel. Le 5 mai est formé un Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa, G.R.U.N.K. Présidé par :

- Samdech Penn Nouth, Premier Ministre, il comprend :
- Sarin Chak, ministre des Affaires Etrangères,
- Chau Seng, ministre des missions spéciales,
- Chan Youran, ministre de L'Education et de la Jeunesse,
- Ngo Hou, ministre de la Santé,
- Thioun Mum, ministre de l'Economie et des Finances,
- Khieu Samphan, ministre de la Défense Nationale,

- Duong Sam-Ol, ministre de l'Équipement et de l'Armement,
- Hou Nim, ministre de l'Information,
- Huot Sambat, ministre des Travaux Publics [Fin p 172], Télécommunications et Reconstruction,
- Chéa San, ministre de la Justice,

auxquels s'ajoutent le 10-07-70 :

- Keat Chhon, ministre délégué auprès du premier ministre,
- Thioun Prasit, ministre chargé de la Coordination de la lutte et de la libération nationale²⁵.

Samdech Norodom Sihanouk déclare : « Nous avons réussi à encercler Phnom Penh et sans l'intervention américaine nous ne serions pas aujourd'hui à Pékin mais à Phnom Penh. Nous n'avons que faire de l'ONU et de son Secrétaire Général. Le FUNK ne demandera pas à être reconnu par les Nations Unies et nous n'entrerons à l'ONU qu'avec la République Populaire de Chine, la République Démocratique du Vietnam, le G.R.P. du Sud Vietnam et le Laos Populaire. »

L'union sacrée est faite entre les Khmers rouges, combattants de toujours, pionniers de la lutte révolutionnaire et de la libération, et les Khmers Rumdâs, du Front de libération, dits « Sihanoukistes ». Aucune ombre au tableau. Les premiers forment les maquis révolutionnaires, ils occupent toutes les zones libérées, c'est-à-dire 85% du territoire²⁶, et contrôlent 90% de la population²⁷. L'homme qui assure la liaison est Ieng Sary. Les seconds s'occupent surtout des relations internationales, et en premier lieu de celles avec le Gouvernement chinois.

Jean Lacouture a publié aux Editions du Seuil, en 1972, un livre intitulé « L'Indochine vue de Pékin », entretiens avec Norodom Sihanouk²⁸. L'écrivain journaliste est allé en effet à Pékin interviewer le Prince, et cet ouvrage constitue un document intéressant pour l'Histoire.

La France, qui ne reconnaissait pas le GRUNK, avait cependant chargé son ambassadeur à Pékin, M. Etienne Manac'h, d'être en contact avec celui-ci, et l'amitié de l'Ambassadeur de France sera un grand soutien moral pour Sihanouk. Etienne Manac'h était soutenu lui-même à Paris par la Direction d'Asie du Quai d'Orsay, dirigée par M. Fromont-Meurice²⁹.

Au Cambodge la lutte contre la clique des traîtres Lon Nol - Sirik Matak se développe avec succès et sans autre aide extérieure que celle des pays amis, qui fournissent les armes nécessaires : Chine, R.D.V.N.F.N.L. du Sud Vietnam, pour n'avoir pas à intervenir dans les affaires khmères. De même, les camarades du Pathet Lao.

A partir de 1973, les Révolutionnaires prennent pratiquement le pouvoir réel³⁰, et commencent à critiquer le Prince dans le pays même - mais non à Pékin ni sur la scène internationale. Il ne faut pas, la victoire approchant, que les masses paysannes libérées accueillent avec enthousiasme un ancien roi féodal qui a fait tant de mal au peuple. [Fin p 173]

²⁵ La plupart des ministres sont des fidèles de Sihanouk, mais peu à peu les « Révolutionnaires » prendront plus de place, ici : Khieu Samphan, Hou Youn, Thioun Mum. Le général Ngo Hou est un personnage assez falot ; je l'ai vu à Paris, la veille du départ de Sihanouk le 12 mars 1970, il bouclait les valises du Prince, y rangeant de menus objets - dernier symbole d'une Cour semi féodale qui allait vivre l'aventure communiste à Pékin : il est impensable que cette Cour soit acceptée ensuite à Phnom Penh par les Khmers rouges victorieux.

²⁶ voir au chapitre « La Corruption ».

²⁷ 15% à 20% selon l'autre camp.

²⁸ Madame Simone Lacouture est l'auteur d'un livre publié aux éditions Rencontre (Genève) : « Cambodge ».

²⁹ ce qui a été appelé « le clan Manac'h », celui qui misait sur le retour de Sihanouk à Phnom Penh.

³⁰ à supposer que Sihanouk l'ait jamais eu.

Ainsi, en février 1973, Sihanouk se rend au Cambodge par la « piste Ho Chi Minh », parvient à Steung Treng, puis à Angkor. Mais il ne peut avoir aucun contact avec le peuple, et retourne à Pékin. Les Révolutionnaires ne se laisseront pas voler leur victoire.

Mais Sihanouk doit toujours servir à « légitimer » le régime. Il fait la tournée des pays amis pour servir la propagande des Révolutionnaires. Le 17 avril 1975, lors de la victoire de ceux-ci, il veut se retirer, mais on lui demande de rester encore « chef de l'Etat » - il est nommé « Chef de l'Etat à vie ». En septembre 1975, Sihanouk rentre à Phnom Penh avec tous les honneurs. Il légitime ainsi la victoire des Révolutionnaires. Il va la légitimer aussi à l'étranger, à l'ONU où le nouveau régime remplace l'ancien, à Paris, où il est reçu par le Président Giscard d'Estaing³¹.

Quand il rentre à Phnom Penh, le 31 décembre 1975, il n'est plus qu'un « hôte ordinaire ». Il fait revenir ses fils de Prague et de Moscou, ceux-ci sont séparés de lui, envoyés à la rizière comme tout le monde. Il reste seul avec Monique, au Palais Royal. En mars 1976, le pouvoir révolutionnaire lui demande de démissionner. Il va « s'occuper, par lui-même, des besoins de sa famille » - (Radio Phnom Penh). Le pouvoir est ainsi rendu totalement au peuple. Sihanouk a accompli son rôle historique ; sans lui, la victoire n'eût pas été possible, mais après la victoire il doit accepter de s'effacer, et, désormais, son nom ne sera jamais plus prononcé.

M. Vincent Monteil, membre d'honneur du FUNK - Front Uni National du Cambodge - co-président de France Cambodge, a adressé la lettre suivante au journal « Le Monde » le 17-01-1973 :

On s'entre-tue entre Cambodgiens à la Cité universitaire. Le directeur du pavillon cambodgien est lié au régime usurpateur de Lon Nol. Pourquoi ne pas l'avoir remplacé par un représentant du seul pouvoir légitime du Cambodge : celui de Samdech Norodom Sihanouk, qui incarne la légitimité, la continuité et l'ensemble du peuple khmer ? Pourquoi la France, comme l'URSS, s'obstine-t-elle à ne pas accepter les faits ? Pourquoi hésiter à se prononcer ? On reste en contact à Pékin - mais on maintient à Phnom Penh une ambassade et une mission militaire. Pourquoi ? Pour qui ? Pour les Soviétiques, pour les Américains ou pour les uns et les autres ?

Le 8 juillet dernier, à Nouakchott, j'allai saluer Sihanouk : nous étions tous deux les hôtes de mon ami le président Mokhtar Ould Daddah. Le prince nous dit, avec passion et amertume, sa déception devant l'attitude ambiguë de la France : « Tout ce que [Fin p 174] nous demandions, c'est que vous laissiez à Phnom Penh - comme à Saïgon - un consul général. Mais cette situation bâtarde est intolérable: la France se comporte avec nous comme un mari avec sa maîtresse ou sa concubine. Attendez-vous, pour me « reconnaître », que je sois revenu à Phnom Penh ? Il sera trop tard. Nous fermerons toutes les ambassades, et vous serez traités comme les autres. Les Khmers sont francophiles et francophones, ils ne demanderaient qu'à privilégier la France, une fois la paix revenue. Mais voilà que vous nous proposez, comme au Vietnam, un gouvernement à trois composantes - avec le FUNK, les traîtres et les indécis ! Il n'en est pas question: j'ai pour moi la continuité et la légitimité. De Gaulle n'aurait jamais permis cela. Alors, je rappelle à Maurice Schumann ce qu'il a dit avec sincérité, je n'en doute pas – « Le Monde » du 18 novembre 1970 : « Je me contente simplement de me demander: si le général de Gaulle revenait, comment justifierais-je devant lui, et par rapport à lui, telle initiative ou telle attitude ? Je puis vous assurer que

³¹ Le Président de la République Française ne fit guère de compliments au « Chef de l'Etat à vie ». Il y avait l'affaire de l'Ambassade de France, et la fermeture des frontières du Cambodge.

Quant à Sihanouk, il aurait pu demander l'asile politique en France. Il répondit à un de ses proches qui le suppliait de rester : « Je ne tomberai pas dans leur piège ». Son orgueil l'empêchait toujours de voir clair. Le piège des Khmers rouges s'est bien refermé sur lui.

cette question, je me la pose et je me la poserai chaque matin et chaque soir, tant que j'aurai l'honneur de rester ministre des affaires étrangères. »

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONGRES NATIONAL SPECIAL

DES REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS POPULAIRES DU KAMPUCHEA DES TROIS CATÉGORIES DES FORCES ARMÉES POPULAIRES DU KAMPUCHEA, DES BONZES, DU F.U.N.K. ET DU G.R.U.N.K.

(25-27 avril 1975)

Les 25, 26 et 27 Avril 1975 un Congrès National Spécial s'est tenu sous la présidence de M. Khieu Samphan. Vice-premier Ministre, Ministre de la Défense Nationale du GRUNK et Commandant en Chef des F.A.P.L.N.K.

Ont participé au Congrès National Spécial 311 délégués comprenant 125 représentants des organisations populaires du Kampuchéa, 112 représentants des trois catégories des F.A.P.L.N.K. 20 représentants des bonzes, 41 représentants des organisations du FUNK et 13 membres du GRUNK.

Le Congrès National Spécial a procédé à l'examen de la grande victoire historique remportée par la nation et le peuple du Kampuchéa qui ont totalement défait la guerre d'agression extrêmement barbare des impérialistes américains, totalement anéanti le régime des traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, Chéng Héng, In Tam, Long Boret, Sosthène Fernandez, et libéré totalement le Kampuchéa après cinq années et un mois de lutte vaillante, opiniâtre, résolue, au cours de laquelle, faisant preuve d'héroïsme sublime et consentant d'immenses sacrifices, ils ont enduré des difficultés de toutes sortes.

A l'issue de trois jours de discussion minutieuse, le Congrès National [Fin p 175]. Spécial a pris à l'unanimité la décision suivante :

1 - Le Congrès National Spécial estime que cette grande victoire historique est due à la solidarité de toute la nation sous la bannière de la grande union nationale du FUNK. Cependant, le Congrès National Spécial est unanime à souligner le rôle prépondérant joué par le peuple, notamment les ouvriers, les paysans pauvres, les paysans moyens pauvres et les autres couches de travailleurs de la campagne et des villes, qui représentent plus de 95% de toute la nation du Kampuchéa, qui ont supporté le poids le plus lourd de l'immense fardeau de la guerre de libération nationale et populaire, qui ont consenti les plus lourds sacrifices aussi bien en vies qu'en biens et en sentiments pour servir le front, sans répit, lui dédiant qui des enfants qui des maris, par dizaines et centaines de milliers. A ces immenses sacrifices s'ajoutent ceux consentis par les trois catégories des F.A.P.L.N.K. qui ont combattu vaillamment, nuit et jour, en saison sèche comme en saison des pluies, endurant des difficultés de toutes sortes et souffrant de mille privations tant en vivres, en médicaments, vêtements, qu'en munitions, faisant front aux impérialistes américains qui sont les impérialistes les plus puissants et les plus barbares du monde.

Ainsi, cette grande victoire historique, est due à la solidarité de toute la nation. Le Congrès National Spécial tient cependant à souligner particulièrement le rôle prépondérant, joué par les masses pauvres et les F.A.P.L.N.K. issues de ces masses pauvres.

2 - Le Congrès National Spécial représente authentiquement la volonté et les intérêts de toute la nation et de tout le peuple. De l'avis unanime de tous les délégués au Congrès, le peuple et les F.A.P.L.N.K. ont supporté le poids le plus lourd de l'immense fardeau de la guerre de libération nationale et populaire. En conséquence, le Congrès déclare solennellement reconnaître et

respecter la volonté de tout le peuple et de toutes les F.A.P.L.N.K. d'avoir un Kampuchéa indépendant, pacifique, neutre, souverain dans son intégrité territoriale, non-aligné, et de vivre dans une communauté nationale où règnent le bonheur, l'égalité, la justice et une démocratie véritable, où il n'existe ni riche ni pauvre, ni classe exploiteuse, ni classe exploitée, en un mot, une société où tout le peuple vit dans la concorde et l'harmonie, dans la grande union de toute la nation et où tout le monde s'adonne aux travaux de production, d'édification et de défense nationales.

3 - Le Congrès National Spécial est unanime à considérer Samdech Norodom Sihanouk, Chef de l'Etat, Président du FUNK, comme une personnalité éminemment patriote, ayant activement contribué à la lutte de libération nationale du Kampuchéa. En cette qualité, le Congrès National Spécial confirme Samdech Norodom Sihanouk dans son rôle de Chef de l'Etat et de Président du FUNK, dans la nouvelle étape de l'histoire du Kampuchéa et dans la nouvelle société du Kampuchéa.

Le Congrès National Spécial est également unanime à considérer Samdech Penn Nouth comme une personnalité éminemment patriote, ayant activement contribué à la lutte de libération nationale du Kampuchéa. En conséquence, le Congrès National Spécial est unanime à le confirmer dans ses fonctions de Premier Ministre du GRUNK, et de Président du Bureau Politique du Comité Central du FUNK, dans la nouvelle étape de l'histoire du Kampuchéa et dans la nouvelle société du Kampuchéa.

Quant aux personnalités patriotes qui ont apporté leur contribution à la lutte de libération nationale, le Congrès National Spécial décide de leur attribuer des récompenses en conformité avec leur contribution et leur mérite concrets. [Fin p 176]

4 - Concernant la politique étrangère, le Congrès National Spécial réaffirme l'adhésion du Kampuchéa à la politique d'indépendance, de paix, de neutralité, de non-alignement, son opposition résolue à toute présence de base militaire étrangère sur le territoire du Kampuchéa, sa détermination à lutter résolument contre toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Kampuchéa, contre tout acte de subversion et d'agression étrangère à l'encontre du Kampuchéa, qu'il soit d'ordre militaire, politique, économique, culturel, social, diplomatique ou qu'il revête la forme soi-disant « humanitaire ». En aucune façon, le Kampuchéa ne s'ingère dans les affaires intérieures d'aucun autre pays, n'agresse aucun autre pays ni ne se livre à la subversion dans aucun autre pays. Le Kampuchéa respecte sans réserve le principe selon lequel chaque pays jouit de sa souveraineté et dispose du droit de décider lui-même de ses propres affaires. En même temps, le Kampuchéa déploie tous ses efforts pour renforcer sa solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, les peuples du monde entier, ainsi que le peuple américain épris de paix et de justice. afin de s'entraider mutuellement dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme pour l'indépendance, la paix, la démocratie, la justice et le progrès véritable dans le monde.

Le 28 Avril 1975

KHIEU SAMPHAN
Vice-premier Ministre,
Ministre de la Défense Nationale du GRUNK,
Commandant en chef des F.A.P.L.N.K.

Confirmation de ce que nous avons dit : D'ailleurs l'image utilisée par M. Pol Pot - « notre pays entre les pinces des impérialistes et réactionnaires étrangers » : Si l'une des branches de la pince peut être la Thaïlande, l'autre est forcément le Vietnam...

Or, M. Pol Pot vient de déclarer le 3 octobre 1977 à Pékin : « le Parti Communiste Khmer avait décidé en février 1975 le principe du transfert à la campagne de tous les habitants des villes... : notre force n'était pas suffisante pour défendre le régime révolutionnaire. »

Quand au « Parti Communiste Khmer » - P.C.K. - annoncé par M. Pol Pot, avec lui nous entrons à nouveau dans le domaine du fantastique [Fin p 205] comme dans notre chapitre « L'oiseau de Paradis ».

On est autant dans le vrai en affirmant qu'il n'a jamais existé, qu'en prétendant, comme M. Pol Pot dans sa déclaration du 28-09-77 à Pékin, faire remonter sa création à 1960 ; « un Comité ayant été formé dès 1957 ».

Parti fantôme ? Que de fantômes dans l'Histoire du Cambodge, du roi Dharanindravarman (1150-1160) dont l'existence même est très contestée³², à Son Ngoc Minh, voir page 105, et à Khieu Samphan, le « disparu » de 1967, voir page 108, qui a peut-être réellement disparu, et qu'on aurait remplacé par un sosie³³, ce qui expliquerait qu'on le fasse maintenant rentrer dans l'ombre...

En 1971, le correspondant de l'Agence soviétique Tass à Phnom Penh affirma à Bernard Hamel³⁴ que Moscou n'avait jamais entendu parler d'un quelconque P.C.K., ni ne l'avait sur sa liste de tous les P.C. du monde. Or, à cette époque, les Khmers rouges étaient encore encadrés par les Nord - Vietnamiens, donc sous influence soviétique, les Russes n'avaient aucun motif d'en cacher l'existence - le passage sous influence chinoise s'est produit entre 1973 et 1975.

Cependant tous les auteurs, d'André Tong, « Sihanouk, la fin des illusions », La Table Ronde – page 91 et 92 - à François Ponchaud - « Cambodge, année zéro » - Julliard - p. 191 « le Pracheachon, parti communiste khmer » - donnent dans le panneau ! Or, le Pracheachon n'a jamais été le P.C.K. Lorsque nous écrivons - page 106 - « Kéo Meas, Sien An, Chi Kim An fondent un Parti Communiste légal, le Pracheachon - après la Conférence de Genève » - nous ne disons pas « Parti Communiste Khmer » ; par contre, nous assimilons ce Pracheachon au P.C.K., mais avec les présentes restrictions et remarques. En fait, le P.C.K. « correspond » au Pracheachon - « Parti du peuple » - qui vit le jour à peu près à l'époque où M. Pol Pot fait remonter son fameux « Comité ». Ce Pracheachon regroupait des éléments de l'aile gauche du Parti Démocrate, et des communistes. D'abord officiel, il devint clandestin à partir de 1962. Ce fut lui qui servit « pratiquement » - mais non officiellement - de Parti Communiste Khmer, ce fut lui dont l'appareil prit en mains la résistance khmère rouge, puis le nouveau régime, éliminant alors ceux qui n'étaient pas communistes³⁵.

APPEL CAMBODGE

³² en particulier Bernard Philippe Groslier. Le savant archéologue, alors Conservateur des Monuments d'Angkor, avait bien voulu corriger mes travaux sur l'Art et l'Histoire du Cambodge - Note de P.M.

³³ mais on ne peut pas remplacer la voix; les enregistrements que nous avons entendus concernant la voix de Khieu Samphan en 1962 et en 1972 faisaient ressortir une très nette différence d'intonation (voir p. 150). Mais ?...

³⁴ l'auteur de « Cambodge, de sang et de larmes » (Albin Michel), déjà cité, spécialiste du Cambodge, khmérologue, prépare un ouvrage sur l'après-guerre indochinoise

³⁵ aux dernières nouvelles, Chau Seng (voir p. 106 et 172) serait mort d'épuisement dans la rizière, où l'Angkar Loeu l'avait envoyé pour travailler « comme tout le monde ». Il avait commis l'imprudence de retourner au Cambodge, où il croyait avoir un poste dans le gouvernement de Phnom Penh.

Paru dans « Le Monde » (23-03-77), « Le Figaro » (30-03-77), etc. les signataires, dont les noms suivent, ne sont engagés que sur ce texte :

« Ayant obtenu que la question soit soumise à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le Mouvement d'Entr'Aide pour le Tiers Monde et la Coopération lance dans un esprit strictement humanitaire et en dehors de toute option politique un appel pour le respect des droits de l'homme au Cambodge, la sauvegarde les temples d'Angkor, patrimoine commun à toute l'humanité l'ouverture des frontières aux organisations humanitaires, aux médecins et aux journalistes pour connaître le sort réel de la population Khmère et du prince Norodom Sihanouk ».

« Le Mouvement, qui comprend des personnalités de tous les horizons, telles que le Prix Nobel Alfred Kastler, le Professeur Debray Ritzen, Pierre Emmanuel, Mlle Jeannine Auboyer, Jean Lacouture, Marcel Camus, etc., demande à tous les hommes de bonne volonté de se joindre à cet appel comme l'ont déjà fait des personnalités telles que Marcel Jullian, François Chalais, Jean Sainteny, Alain Peyrefitte, etc. »

LISTE DES SIGNATAIRES NON MEMBRES DU MOUVEMENT A LA DATE DE L'APPEL³⁶ - dans l'ordre d'arrivée : *en plus des membres du Mouvement* :

François CHALAIS, journaliste - Marcel JULLIAN, PDG d'Antenne 2 - Jean SAINTENY, ancien Ministre, président du Comité National d'Entr'Aide franco-vietnamien, franco-cambodgien, franco-laotien - Alain PEYREFITTE, ancien Ministre, écrivain - M. et Mme GIORDAN, association Amitiés franco-khmères - Solange THIERRY (Musée de l'Homme) - Mme PIRAZZOLI (Musée Guimet) - Albert LE BONHEUR (Guimet) - Bernard HAMEL, journaliste - Jean de BAUSSE, Ambassadeur de France - Docteur René TRIAU, médecin, ancien directeur de l'Institut Pasteur du Cambodge - AU CHHEN, Ambassadeur - Jean DELANNOY, Rédacteur en Chef à l'Institut National de l'Audiovisuel - Michel TAURIAC, Conseiller à la Présidence de Radio France - R.P. Guy BARBEROT - Alain GIRONDEAU - Mme R. GREGOIRE - TEK SAM - CHHIT KIM AN - HENG LONG - Charles VIANEY - Paul Robert FUCHS, ancien attaché de presse du Prince Norodom Sihanouk - Joël LUGUERN, écrivain - Jean ETHIER - BLAIS, ancien représentant permanent du Canada à la CISEL à Hanoi, professeur à l'Université Négui (Montréal) - Mme Jeannine UM, « femme française [Fin p 210] sans nouvelles de son mari Khmer, resté au Cambodge » - Michel FEMAUX - Eliane et Jacques ROUSSELET - Mme Odette FRASCHINI - Jean-Pierre CAVALIE, responsable des Actions urgentes de l'association « Action des Chrétiens pour l'Abolition de la torture » (2 600 adhérents) - Mlle Louise GUYOT - Docteur Paul GRAUWIN - Pierre GIRAUD, Sénateur de Paris - Pierre-P. GRASSE, ancien président de l'Académie des Sciences - Georges BARGUE, Conseiller d'Etat - Achille DAUPHIN-MEUNIER, Doyen de la Faculté autonome d'Economie et de Droit - Docteur Alain VIGAU - Jacques PISSAVY-YVERNAULT, agent supérieur au Ministère de l'Education - Joël et Michèle BAUDOIN - France DECAUX, directrice d'agence de Relations Publiques - Docteur K.L. CHHOEU - Docteur Raymond GUILLEMOT - Jean de GALARD, Maire de Saint-André 31420 Aurignac - François TOULET, ancien directeur du journal « Biafra » - LE DERFF - Docteur Françoise VIGUIE - Docteur André ROYER - Mme Jeanne LAPORTE - M. et Mme Marcel LAS PUGEAS - Messieurs Robert, Patrick et Alain FAUROUS - Mme M-Paule FAUROUS - Mme Georgette GRANGEAT - Mme Germaine ROCHE - Messieurs Marcel et Henri MIMRAN - M. Michel VILLIERS, ancien directeur de l'Agence Air France à Phnom Penh - M. Th. POUPART, infirmière - Marc DESAUBLIAUX, étudiant - Pierre LEGUE, artiste peintre - Gérard BRON - docteur Michelle MONIN-HAMON - M. et Mme GARCIA-BENITO - Daniel

³⁶ Nota. Sont dispensés de la solidarité de signature, de par leur situation particulière, les membres du Comité d'Honneur suivants :

Le Président Léopold Sedar Senghor, chef de l'Etat du Sénégal; son Exc. Ahmed Salem, directeur du bureau parisien de la Ligue des Etats Arabes; M. Edgar Faure, Président de l'Assemblée Nationale; M. Achille Peretti, membre du Conseil Constitutionnel; M. Bernard Dorin, directeur des affaires francophones au Ministère des Affaires Etrangères.

MARTIN, ingénieur - Edith MARTIN, secrétaire médicale - Diana DODGE, écrivain - Mme CHOMAT - M. MULLER, sociologue (avec diverses signatures de la Réunion. Maurice, Algérie, Espagne, Italie) - Mme SEE - Joël COMBES, pharmacien - Jean WAY, agriculteur - Ctse Hervé d'ANCILLE - F. et M. BRETON - André, Jean et N. CUINIER - L. MARQUAY - René MONTAGNE, ingénieur - KAUV PO HENG. étudiant - Michel de GUIBERT - Simonne LACOUTURE-Geneviève BAUDE - P. LHOPITAL - Mme E. DIDIER - Marc VANDERMEIR, journaliste (Bruxelles) - André CARJUZZA, Cdt en retraite - Thérèse DUFRESNE, sculpteur médailleur (Hôtel des Monnaies à Paris) - Mme Madeleine VERDELET - Mme BETHKE - Alain LE GUINIO, Conseiller d'Education - G. TROUARD-RIOLLE - Mme M. J. EAP, « française sans nouvelle de son mari Khmer » - Mme Yvette DY, id. - Mme Nicole CHIP et ses enfants, id. - Pierre BAS, député et maire adjoint de Paris - M. LECLERC - Mlle Carole VIDAL, étudiante en médecine - Bernard d'ANDON, cadre supérieur - Mlle Laurence SOUQUES - Israël G. YOUNG, Folklore Centrum (Stockholm) - Franca ZILIO (nat. italienne) - Michael CONNOR (Algérie) - Cécile et Jean-Claude VILLATE - R.P. Jean Maria CHARLES-ROUX (Londres) - René JULLIAN, professeur hon. Univ. Paris I - Pasteur Roby BOIS, Secrétaire Général de la CIMADE - M. et Mme André LACROIX - Hervé LACROIX - M. VETO, Martre Conférences philosophie (Univ. Abidjan) - Mme Michèle CAMBEFORT - Yves PERSON, Professeur Sorbonne Univ. Paris I J. G.H. HOFFMANN, prof. hon. Fac. Théologie protestante de Paris - Louis Edmond PETTITI, avocat, président du Mouvement International des Juristes Catholiques « Pax Romana » - Jean LETOURNEAU, ancien Ministre - M. et Mme LEVACHER - Pierre LAFONT, professeur - M. GALLOT, Conseiller hon. Cour d'Appel de Paris et Mme GALLOT - M. et Mme Maurice GERARD - Alfred SILBERT, membre Académie Sciences d'Outre-Mer - Mme André SIGMANN Mme Andrée MILLOUS - Christian CAMUS - Mme Madeleine BURTY, infirmière - Mme G. STAHEYEFF - Mme René BAUDE - Jean-Marie et Michel RAOUT - Mme Yvonne MOUSTIERS, journaliste - Mme SARRASINI - Famille FORTIER-MAIRE - M. et Mme Charles MOUSSET - M. et Mme F. AERTS - M. Le Curé de THURINS - Emmanuel LAMY - Pierre BOIVIN Robert FOURE - F. STUDENY - Mme Mireille REISSOULET (éditions du Seuil) - Léon CROUY, docteur en Pharmacie Univ. Paris - Louis COSSET, professeur hon.- Etienne BROCARD - Paul MAEGHT, ingénieur - Pierrette et Georges SOUILLE - Jacques BETHBEZE - Mme Josiane MONMAILLAT - Guy CHABRIAS, colonel en retraite - Mme S. BLONDY - Jean-Yves SELLIER, juriste d'entreprise - M. et Mme BIAREZ - Mme Juliette KAUV, étudiante Fac. Pierre et Marie Curie - M. et Mme Roger HERMEL et leur famille - R.Y. DES RIOUX, anc. Inspecteur en Chef Garde Indochinoise - M. et Mme Pierre MASSIN - François LEGREZ, directeur à Air France - [Fin p 211] Pierre MOLINIER, sous-directeur financier - Mme NGUYEN VAN TY, Chef de Ventes à Air France -Mars DELATTRE, Inspecteur Air France -Hubert DUVERNEY, Françoise TOUITOU, Henriette TOULLIC, Bernard VILIN, Françoise BESSON, Francine BARBIER (personnel Air France) - Janine WULLY, René SINASSAMY, Claude GAUTHE, Jean-Claude FRASER, Pierre LE TOURNEUR (agents commerciaux) - Jules GAGNON - Mme Annie DEBERGUE - Joseph SINNAH - AU SIEK KHEANG - M. et Mme BERTHELOT - Jean PIQUET (ASCQ) - Mme Bénédicte MATHIEU (ASCQ) - Mme. Roselyne SARDO, inspecteur - Mme Janine GALLAZ (S.D.) - Colette CAHOUET - Mme Michèle BERLIN (Cie PAQUET) - Marie-George VIELLE - Luc VAN THUY, étudiant - Catherine BATES, étudiante - Paulette TREBOUTE, secrétaire - Mme Lucienne CONTAL, assist. admin. - Mme Gisèle NIEL, Chef de Secrétariat - Mmes Yvette MAILLARD, Catherine FIBLEUIL, Jacqueline BRETTEACHER, id. - Philippe MICHAUX, cadre - Mme Martine ROCHETTE, Sténo-Dactylo - Mme Blondine BIJU-DUVAL, cadre - René LELEU, cadre - Robert RIVIERE - Mme Denise GOLAZ, agent admin. - Pascal ALBERTI, id. - Mme Hélène RAISON - Alphonse DAVID, cadre - Roland WALTER, id. - J. FORTIN - G. GALLOT - A. PINSIN - Mme Josette VERNOUIL - André PIETTRE, membre de l'Institut, président de l'Association « SURSAUT » - Louis CABROL, trésorier de « SURSAUT » - Colonel CONVERT (« SURSAUT ») C. de la TAILLE (« SURSAUT ») Raphaël BRIARD, Compagnon de la Libération - AU SIEK KHEANG - André BROUYAUX (pastorale des Jeunes de Bruxelles) Mme Anne-Marie DIEP-LABOISSE - Patrick CORNET - Mme Anne GOUTHIER - Electre CHARALAMBOS - Mme Aime SCHWELL Mme Christine GAILLARD - Mme Nicole CAREL - Mme Jeanne-Marie THEVARD -M

VICENS - Mme Liliane BRZAKOWSKI - Philippe MERAUX - Mme Annie MACE - Mme Jacqueline ROBERT - Patrick POUGET - Mme Francine BEAUPLÉ - Mme Mireille MONTFORT - Mme Delphine MARCHAC - Mme Jacqueline DEWEULF - Mme Gisèle SANDPICARD - Mme Evelyne CANITROT - Mme Maryvonne MARANDEL - H. POLI - Mme Danièle LECLERCQ - Les élèves de l'Institut National Agronomique de GRIGNON (INAPG) dont les noms suivent : Sophie, FOURES, Jean-Luc PERODET, Bernard VAISSIERE, Vincent WALH, Pierre CELLIER, Violette ALLEZARD, Christine CORTEQUISSE, Jean-Louis PRACHE, Véronique ARTHUIS, Antoine BRAESCO, Agnès PEGURET, Stéphane TIBLE, Françoise TROMAS, Patrice GRAVEILIER, Luc TAVERNIER, Marc ROUSSELY, Denis JOBERT, Guy CALES, DARTIGUES, Yvon POULIQUEN, Henriette GOYAU ; Marie-Christine JOUVE, Dominique MOREAU, Pascal VIGOT, Philippe FAVERDIN, Pierre JAMES, Thierry RUF, Claire JOURDAN, Yves MICHE-LIN, Fanny DAMAY, Hervé de JOUFFREY, Charles RECOULES, Michèle JARRET, Jean-Michel SOULIE, Anne DELANOE, Anne BERNARD, Sylvie ROCHE, Michel PRE, Paul GONTHIER, Bruno LECLERCQ, J.P. LILAS, Olivier de FRAMOND, Hervé MARECHAL, François BACQUIER, François LACOUR, Viviane MAZZIEM, Y. Michel CITEAU, André KLEIN, Dominique JACQUET, Guy de la MARTINIERE, Gilles LEROY, Philippe CHATIN, Alain MOULINIER, Marie-Hélène BERNILOT, Serge JACQUET, Christine SEILLAN, Michèle FEPPON, Pascal GUERIN, Barbara BOUR, Patrick COHEN, Christine AUBRY, Patrice PERRIN, Gérard BOUDET, Christine SURDON, Jacques MILLER, Xavier VILLETTE, Yves MALLEBAY, Antoine MESSEAN, Bernard GIRAUD, Benoit MARCHAND, Guillaume HAZARD, Elisabeth FRAIGNEAUD, Claire GUILLOU, Claude LOUISE, Marie-Joseph MATRINGE, Ph. HERBOMEL, Thérèse BAUER, Hélène BAREAU, Nicolas FORRAY, Jean-Marie SERONIE, Jean-François DELAIRE, François ROCHE-BRUYN, Jean-Pierre RENAUDIN, Françoise PHILIPPE, Eric BROSSET, Thierry GEFFRIER, Alain THOMASSET, Dominique SCHWARTZ, Olivier AURIOL, Charles WEBER, Alain HAVET, Jérôme PARTOS, M.C. BERANG, Pascale MONTAUT, Hubert BONIN, Didier GUERIN, Alain BOURGEOIS, M.H. FARCE, Stéphane BRILLAULT, Paul MICHELET, Agnès HEURETIN, Françoise SICLET, Serge ANDRIEU, Hervé DALMAIS, Michel GERARD, Michel BOUCLY, Claude EICHOLZ, Marie-Dominique MOQUIN, France DOUTRIAUX, Paule ROCH, Pierre KAMMERER – enfin [Fin p 212] quelques personnes de Hollande signant avec le Pasteur Jean CLAVAUD : Jonic PARLIER, Lionel PARLIER, A. SPINOLER, M. DOZY SCHROTER, R.V. SCHELOU, et d'autres (illisibles)³⁷.

Un tel témoignage de solidarité unanime de la part de gens de coeur par dessus les options politiques ou religieuses, par dessus les professions ou les situations, par dessus les frontières, est d'autant plus émouvant qu'il rompt ainsi un silence atroce pour les victimes autant que honteux pour les témoins muets. A noter que plusieurs signataires ont adhéré ensuite au Mouvement, certains figurant maintenant dans son Comité.

Le Cambodge martyr aura-t-il fait l'union des hommes encore dignes de ce nom devant la perspective d'une planète glissant peu à peu vers l'horreur en attendant l'apocalypse final ?

Prévenu le 22 février 1977 de la prochaine diffusion de notre appel, le Président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, M. Gaston Thorn, nous avait répondu le 9 mars :

« ... Je voudrais vous féliciter chaleureusement de l'action que vous menez pour le respect des droits de l'homme et voudrais vous assurer que je partage votre souci de ne pas vous limiter à quelques actions spectaculaires mais de vous préoccuper surtout de sauver les « populations obscures »... Soyez assuré que là où il appartient aux Gouvernements de prendre position - et je suis heureux de savoir que, grâce entr'autres à votre diligence, l'un

³⁷ Certaines signatures étant illisibles ou difficilement lisibles, nous nous excusons auprès de leurs auteurs de ne pouvoir les citer. Les professions ou titres sont ceux annoncés au moment de l'appel.

des cas les plus graves se trouve formellement soumis à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU – le Gouvernement Luxembourgeois ne manquera certainement pas d'intervenir franchement et sans équivoque pour le respect des droits de l'homme... »

Fort de tous ces appuis, le Mouvement d'Entr'Aide pour le Tiers Monde et la Coopération s'adresse maintenant :

- à l'opinion française, à tous les partis, syndicats, organisations tiers-mondistes, écologistes et humanitaires, pour que dans l'intervalle des élections municipales et législatives le peuple français constate quels sont les véritables défenseurs des Libertés et des Droits de l'Homme et se détermine en conséquence ;

- à l'opinion internationale, à l'ONU, aux Gouvernements, aux grandes organisations humanitaires, pour que soient clairement distingués les vrais et les faux défenseurs des Libertés et des Droits de l'Homme.

DOCUMENTS : Lettres à MM. Lionel Jospin et Georges Marchais

(le 20-08-1977)

Monsieur Lionel JOSPIN
Secrétaire National du Parti Socialiste

[Fin p 213]

Monsieur le Secrétaire National,

Nous avons été très heureux de lire dans « Le Monde » du 3 août 1977 votre article « Les Socialistes et le Cambodge » donnant le point de vue officiel du Parti Socialiste sur une question essentielle pour les Droits de l'Homme et les Libertés.

Monsieur François MITTERRAND avait déjà pris position, mais seulement dans le journal du Parti Socialiste - « l'Unité » du 30 avril 1976 - votre article éclaire cette fois publiquement l'opinion.

Nous en sommes heureux parce que nous avons depuis le début du génocide khmer, après la chute de Phnom Penh en avril 1975, alerté l'opinion française et internationale, et que nous n'avions rencontré que le même silence qui a entouré, en d'autres temps, les « Goulag » de STALINE ou les fours crématoires de HITLER.

La Majorité - le Gouvernement français par la voix de Monsieur SAUVA-GNARGUES alors Ministre des Affaires Etrangères s'était prononcée officiellement en juillet 1976, déjà trop tardivement selon nous. Ceux de notre Mouvement qui se situent à gauche - notre Mouvement est strictement humanitaire, en dehors de toute option politique - attendaient donc que l'Union de la Gauche se prononce aussi. Voilà qui est fait pour le Parti Socialiste, ce qui réjouira fort ceux de nos adhérents qui appartiennent à votre Parti.

Reste le Parti Communiste Français, et nous écrivons dans ce sens à Monsieur Georges MARCHAIS, en espérant que le P.C.F., qui demeure le seul à garder le silence, se prononcera aussi sans équivoque avant les législatives ; comment en effet accorder confiance sur ce problème si essentiel des Libertés à une formation qui cautionnerait, par un tel silence, l'extermination massive de plus d'un million d'êtres humains en pleine période de paix maintenant en même temps toute une population dans un apartheid qui est peut-être le plus absolu qu'ait

jamais connu l'humanité avec des frontières transformées en champs de mines où sont déchetés hommes, femmes et enfants qui cherchent à fuir ?

Nos bons rapports avec la République Socialiste du Vietnam, qui, elle, ne ferme pas ses frontières, constituent la preuve que notre position sur le problème khmer n'est pas « orientée ». C'est pourquoi nous ne craignons pas d'être exigeants sur la position des formations politiques qui nous gouvernent actuellement ou qui pourraient nous gouverner en 1978. Or, si vous êtes élus, vous gouvernez avec le P.C.F., dont le silence jusqu'ici à propos du Cambodge ne laisse pas d'être inquiétant ; c'est pourquoi nous souhaitons vivement une prise de position de l'ensemble de l'Union de la Gauche, tout comme l'ensemble de la Majorité s'était trouvé engagé par la voix du Gouvernement français.

Il va sans dire que nous condamnons les violations des Droits de l'Homme partout où elles sont commises, que ce soit à Prague ou à Santiago, ou même en France s'il y a lieu - nous avons par exemple obtenu, en France, l'ouverture d'une enquête de l'Inspection Générale des Services de la Préfecture de Police sur une affaire de psychiatisation abusive où est impliqué le Commissaire Divisionnaire OTTAVIOLI, chef de la Police Criminelle, ancien chef de la Brigade Mondaine, affaire dont personne, que ce soit dans les milieux humanitaires, politiques, syndicaux ou journalistiques prétendant habituellement « défendre les Droits de l'Homme », n'avait accepté de s'occuper, en raison de la personnalité mise en cause trop proche du « Pouvoir » ou de « certains pouvoirs » : c'est dire notre totale indépendance³⁸.

Nous avons lancé en mars dernier un appel pour le respect des Droits de l'Homme au Cambodge. Nous avons reçu de très nombreuses signatures, dont certaines venaient de militants du Parti Socialiste. Notre Comité d'Honneur comprend des [Fin p 214] personnalités de tous les horizons, y compris du Parti Socialiste. Vous comprendrez donc aisément pourquoi nous sommes très sensibles à votre prise de position. Nous occupant, entre autres, de réfugiés cambodgiens, nous pouvons vous confirmer ce que – hélas ! - vous avez appris de votre côté ; d'ailleurs comment les réfugiés qui se sont évadés par le Vietnam communiste pourraient-ils rapporter le même genre de témoignage que ceux qui se sont évadés par la Thaïlande capitaliste, si ce n'était l'expression de la triste vérité ? On nous pardonnera d'insister sur le problème cambodgien : nous avons été longtemps les seuls à rompre un silence qui tombait sur un malheureux peuple pacifique qui depuis plus d'un siècle - phénomène rare - n'avait jamais attaqué personne à l'extérieur de ses propres frontières.

Avec nos bien sincères compliments, nous vous prions de croire, Monsieur le Secrétaire National, à l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Le Secrétaire Général,
Pierre MAX

(le 20-08-1977)

Monsieur Georges MARCHAIS
Secrétaire Général du Parti Communiste Français

Monsieur le Secrétaire Général,

³⁸ Nous avons été informés le 20-09-77 que le Garde des Sceaux, Alain Peyrefitte, lui, avait instruit l'affaire et l'avait renvoyée devant le Parquet du Tribunal de Grande Instance de Nanterre (Réf. : N 61 PG77 du 16/8/77) -avec audition du Secrétaire Général du Mouvement au Commissariat de Neuilly-sur-Seine (Réf. : cor. N 5438 du 18/8/77 en exécutions d'instructions). Avec M. Alain Peyrefitte il y a enfin une Justice en marche.

Nous avons lancé en mars dernier un appel pour le respect des Droits de l'Homme au Cambodge, appel diffusé par l'Agence France-Presse et paru dans la Presse - « Le Monde », « Le Figaro », « La Croix », « Le Nouvel Observateur », etc. - mais non dans « L'Humanité ».

Nous avons déjà attiré votre attention, précédemment, sur le problème khmer, sur lequel toutes les autres formations politiques importantes ont pris position, y compris le Parti Socialiste - article de Lionel JOSPIN, Secrétaire National dans « Le Monde » du 3 août 1977.

Nous espérons que vous ne serez pas les seuls à demeurer silencieux et que vous vous prononcerez **sans équivoque** avant les législatives. Cela vous honorerait grandement et réjouirait ceux de nos adhérents qui appartiennent à votre Parti - l'un d'eux figure à notre Comité d'Honneur, qui comprend des personnalités de tous les horizons, notre Mouvement étant strictement humanitaire en dehors de toute option politique ; en effet, ceux qui adhèrent à notre Mouvement acceptent par là même nos statuts où figure la référence à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948. Or, il est impossible de défendre les Droits de l'Homme autrement que « tous azimuts » ; les défendre chez les uns en « oubliant » les autres, ou inversement, dénoncer les violations des uns et passer sous silence celles des autres, cela signifierait que dans la réalité on ne respecte pas les Libertés. Comment alors accorder confiance sur ce problème si essentiel des Libertés à une formation qui cautionnerait, par un tel silence, l'extermination massive de plus d'un million d'êtres humains en pleine période de paix maintenant en même temps toute une population dans un apartheid qui est peut-être le plus absolu qu'ait jamais connu l'humanité avec des frontières transformées en champs de mines où sont déchetés hommes, femmes et enfants qui cherchent à fuir ?

Nos bons rapports avec la République Socialiste du Vietnam, qui, elle, ne ferme pas ses frontières, constituent la preuve que notre position sur le problème [Fin p 215] khmer n'est pas orientée ". C'est pourquoi nous ne craignons pas d'être exigeants sur la position des formations politiques qui nous gouvernent actuellement ou qui pourraient nous gouverner en 1978.

Il va sans dire que nous condamnons les violations des Droits de l'Homme partout où elles sont commises, que ce soit à Prague ou à Santiago, ou même en France s'il y a lieu - nous avons par exemple obtenu, en France, l'ouverture d'une enquête de l'Inspection Générale des Services de la Préfecture de Police sur une affaire de psychiatisation abusive où est impliqué le Commissaire Divisionnaire OTTAVIOLI, chef de la Police Criminelle, ancien chef de la Brigade Mondaine, affaire dont personne, que ce soit dans les milieux humanitaires, politiques, syndicaux ou journalistiques, n'avait accepté de s'occuper, en raison de la personnalité mise en cause, trop proche du « Pouvoir » ou de « certains pouvoirs » : c'est dire notre totale indépendance.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Secrétaire Général, à l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Le Secrétaire Général,
Pierre MAX

MOUVEMENT D'ENTR'AIDE POUR LE TIERS-MONDE ET LA COOPERATION

S.O.S. TIERS-MONDE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : le général Paul GROSSIN, PDG de sociétés, ancien secrétaire général de l'Elysée ;
Vice-présidents : docteur Francisque AUBERT, médecin docteur Jacques RICHET, médecin, Mlle Claudine JURVILLIERS, professeur ;
Secrétaire Général : Pierre MAX, professeur, ancien Coopérant et Secrétaire Général de notre Institut ;
Secrétaire Général Adjoint : Philippe FEVAL, étudiant ;
Trésorier : Charles DURAND, publiciste, et Trésorier de notre Institut.

Autres membres : Mlle Jeannine AUBOYER, conservateur en chef au Musée Guimet de Paris - le docteur Roger BALLADE, chirurgien - le professeur Pierre BARRUCAND, maître de recherches au C.N.R.S. Louis BAUDOUIN, journaliste - Mme Françoise BESNARD, peintre - Roger Henry BORDESOULES, Instituteur, écrivain, auteur de méthodes pédagogiques et Vice-président de notre Institut - Mme Charlotte BORGA, délégué général adjoint de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées, directrice du Centre Mondial d'Information sur l'Education Bilingue - Albert BOUSQUET, directeur général honoraire de sociétés d'assurances - Marcel CAMUS, metteur en scène de cinéma - Mlle Colette CAPBERN, infirmière Air France - Mlle Suzanne CARAMIGEAS, assistante sociale - Maritie et Gilbert CARPENTIER, producteurs TF1 - Georges de CAUNES, journaliste TF1 et Radio Monte-Carlo - Albert CHOTTEAU, pharmacien - le R.P. CHRISTIAN, des Missions Franciscaines - le Pasteur Jean CLAVAUD - le professeur Pierre DEBRAY-RITZEN, médecin et Président de notre Institut Médico-pédagogique - Ligue contre la Dyslexie - Pierre EMMANUEL, écrivain, Président de l'Institut National de l'Audio-visuel - Henry ESTINGOY, directeur de la Revue « 50 millions de consommateurs », membre du Comité de direction de l'Institut National de la Consommation le docteur Willy FRAIMAN, médecin - René GALLET, directeur commercial - Mme Michèle GASTON-NIVAGGIONI - Yves GEORGETTE, Ingénieur électrotechnicien - Emile GUILLEN, président du Comité de liaison Inter associations pour la Promotion de la Nature (COLINAT) - le professeur Alfred KASTLER, de l'Académie des Sciences, Prix Nobel de Physique - Jean LACOUTURE, écrivain, journaliste - René LAPORTE, Radio Télévision Française (Institut National Audio-visuel) - Mme René LAPORTE - Xavier LARERE, directeur général de la RTF Antenne 2 - Mlle Chantal LEROY, professeur - Jean LESPARE, ingénieur chimiste - le professeur Hasseine MAMMERI, Institut d'Etudes Arabes et Islamiques Paris III (Sorbonne) - Soeur MARIE-ANDRÉE, directrice du Centre de Santé Municipal de Vincennes - Pierre MATHÉ, navigant Air France - André MAUREL, professeur Coopérant - Francis MAZIERE, archéologue et écrivain - R.P. François du PLESSIS, animateur d'alphabétisation (immigrés) - Mlle Edith PLOUY, infirmière - le docteur Bernard REFREGIER, médecin, Vice-président de notre Institut [Fin p 222] – Mme Angèle SYNQUINTYN, inspecteur d'Académie honoraire, ancienne directrice du lycée Honoré de Balzac, et Vice-présidente de notre Institut – Jean TAVERNE, journaliste – le professeur Jean TREMOLIERES - le docteur. René TRIAU, directeur médical de la Fondation Mérieux de Lyon, ancien directeur de l'Institut Pasteur du Cambodge – Mme Eliane VICTOR, déléguée du directeur général de la Télévision Française TF1 – Bernard WALCH, conseiller en formation - Mlle Christiane WILLOT, conseillère du Travail.

Comité d'Honneur : le R.P. Yacoub ABDO, prêtre maronite libanais – Pierre ABELIN, ancien ministre, maire de Châtellerauld – Jean BEAUVAIS, maire de Pont-Audemer – Michel BOSCHER, député. président du Conseil d'Administration du District de la Région Parisienne – Mme Robert BURON, maire adjoint de Laval – Pierre CAROUS, sénateur maire de Valenciennes – Jean-Claude CARRIERE, scénariste de cinéma – Jean CLOUET, maire de Vincennes – Bruno COQUATRIX, maire de Cabourg, directeur de l'Olympia – Alfred COSTE-FLORET, membre du Conseil d'Etat – Martre François COUDRAY, avocat à la Cour – Achille DAUPHIN-MEUNIER, de l'Académie d'Agriculture, Doyen de la Faculté autonome d'Economie et de Droit - Bernard DORIN, ambassadeur de France, directeur des Affaires Francophones au ministère des Affaires Etrangères – Michel DURAFOUR, ancien Ministre – Edgar FAURE, Président de l'Assemblée

Nationale – le docteur René FEIT, député du Jura -- Mme FOUCHET-BARDIN, peintre -- Lothaire Robert FORT, président du Comité de Jumelage Calais-Duisbourg Michel HABIB-DELONCLE, ancien ministre – Jean JOURDEN, champion du monde cycliste – KAMARA, peintre graveur sculpteur – Yos Hut KHEMAÇARO, religieux bouddhiste khmer – Maurice KONE, député de Banfora (Haute-Volta) – Pierre KRIEG, député de Paris, membre du Conseil de l'Europe Guy-Victor LABAT, directeur de « Paris Tel » – Pierre LANDRON, membre du Conseil d'Etat, président du Tribunal Administratif de Paris – LAO HAK POU, importateur exportateur - le docteur de LOPEZ, médecin cambodgien – le docteur Issam MAKKI, médecin libanais. délégué du « Mouvement des Déshérités » - Philippe MALAUD, ancien ministre, ancien président de la F.M.V.J. – le docteur Raymond MARECHAL, médecin à Bruxelles – Marcel MARTIN, membre du Conseil d'Etat, sénateur de Nancy – Michel MARTIN, instituteur – Zafar MASUD, animateur culturel (français et pakistanais) – le docteur Paul MILLIEZ, professeur de clinique médicale à l'Université Paris VI – Didier MOREL, chirurgien-dentiste – Jean NERI, secrétaire général du Syndicat National des Collèges – Jean NOHAIN–Raymond OFFROY, ambassadeur de France, député de la Seine-Maritime – Francis PALMERO, sénateur Achille PERETTI, ancien président de l'Assemblée Nationale, maire de Neuilly, membre du Conseil Constitutionnel – Gabriel PERONNET, ancien ministre – Yves PERSON, professeur à la Sorbonne (Chaire d'Histoire africaine) – E. POUCHPA DASS, directeur de la division du Développement Culturel à l'UNESCO - Mme Line RENAUD – Jean ROUS, écrivain, journaliste, membre du Comité directeur de la F.M.V.J., conseiller des Présidents Habib BOURGUIBA et Léopold Sedar SENG-HOR – Mohammed SAID, mécanicien auto, travailleur immigré (Paris) – S.Exc. Ahmed SALEM, Ambassadeur, directeur du Bureau parisien de la Ligue des Etats Arabes – Georges SARRE, Conseiller de Paris – Le Président Léopold Sedar SENGHOR, Chef de l'Etat du Sénégal – le professeur de SOTO, de l'Université de Droit de Paris – le prince SOUVANNA PHOUMA – le docteur TEA NGOAN TECK, médecin cambodgien – Louis TERRENOIRE, ancien ministre, directeur de la revue « France Pays Arabes » – le docteur IBRAHIMYOUSSEF, délégué du Parti Démocratique du Kurdistan–Jean ZIEGLER, écrivain, professeur à l'Université de Genève membre du Conseil National de la Confédération Helvétique – Aboubekr ZODI IKHIA, ancien ministre nigérien.³⁹

Liste des autres associations cambodgiennes en France (ordre alphabétique)

- Amicale des Marins. Khmers d'Outre Mer (A.M.K.O.M), 11, rue Pierre Brossolette 92400 Courbevoie.
- Association. d'Aide aux Femmes Khmères (A.A.F.K.), 47, rue Ordener 75018 Paris.
- Association d'Amitié Franco-Lao-Khmère (A.A.F.L.K.), 1 place de la Levrière, 94000 Créteil.
- Association d'Entr'Aide des Anciens Combattants Cambodgiens en France (A.E.A.C.C.), 34, rue Fontarabie, 75020 Paris.
- Association des Etudiants Musulmans du Cambodge en France (A.E.M.C.F.), B.P. 26475122 Paris Cedex 03
- Association Générale des Khmers à l'Etranger (A.G.K.E.), 45bis, rue des Acacias, 75017 Paris.
- Association pour le Maintien de la Culture Khmère (A.M.C.K), 16, rue Frédéric Lemaitre, 75020. Paris.
- Association dei Médecins Cambodgiens (A.M.C.), 368, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

³⁹ En outre, nous avons reçu de M. Gaston DEFERRE, député-maire de Marseille, une lettre nous assurant de son soutien.

- Association pour la Préservation de la Culture Khmère (A.P.C.K.), 16, rue Paul Marsein, 95160 Mon morency. [Fin p 237]

– Association de Solidarité France-Cambodge-Laos (A.S.F.C.L.), 82, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris.

- Comité de Conciliation et d'EntrAide des Réfugiés Khmers (C.C.E.A.R.K.), Foyer de l'Hay-les-Roses 92.

- MOUL KHMER, 28, rue de Fontarabie, 75020 Paris. [Fin p 238]

Dans le Bulletin n.5 (Hiver 1976-1977) nous jetions déjà les bases d'une nouvelle doctrine ci, reprenant la déclaration de Stockholm de 21 Prix Nobel en y ajoutant certaines réflexions. En voici le texte :

Special note Amekhmer